

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUID DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 545

Juillet-Août 2022

59^e année - 1,5 € / 3 CHF /
£ 1,5 / 10 DA / 1000 DT / 5
DH / 300 CFA / 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Rapports à la réunion générale: - Dans la continuité du travail collectif du parti - L'économie mondiale en 2022
- Grève sur les plateformes norvégiennes en mer du Nord
- Négation du droit à l'avortement aux Etats-Unis
- Paix sociale et guerre impérialiste
- Proletariat et guerre impérialiste (2)
- France-cul contre Bordiga et le PC d'Italie

Afrique Y a-t-il le feu au pré carré?

**LA FIN DE BARKHANE
N'EST PAS LA FIN DE LA
PRÉSENCE MILITAIRE
FRANÇAISE EN AFRIQUE**

Le 15 août les derniers soldats français de l'opération militaire dite «Barkhane» ont quitté le Mali; dans le cadre de l'opération onusienne de la «Minusma» il reste encore des contingents d'autres pays (près de 10 000 hommes), mais après le retrait du parain impérialiste français le sort de cette force est incertain (1).

Ce retrait français est la conséquence logique des tensions croissantes entre le gouvernement français et la junte militaire au pouvoir à Bamako. L'ancien ministre des Affaires Etrangères Le Drian avait qualifié le gouvernement militaire malien d'«illégitime» parce qu'il était issu d'un coup d'Etat.

Mais il est facile de constater que Paris ne juge pas de la même façon les putschistes de Guinée, du Burkina Faso ou du Tchad.

En Guinée le colonel Doumbouya, dit «le Français» parce qu'il était membre de la Légion Etrangère en France où il a épousé une officier de gendarmerie, a renversé Alpha Condé en septembre 2021. Opposant historique réfugié en France où il était universitaire et proche des socialistes français, Condé fut élu président en 2010 sous la promesse

(Suite en page 2)

Défense du pouvoir d'achat? Lutte pour le salaire!

L'augmentation croissante des prix devient un problème toujours plus grave pour les prolétaires. Le gouvernement se félicite cependant que l'inflation soit moins forte en France que dans d'autres pays européens: les statistiques officielles de l'INSEE donnent en effet un chiffre en rythme annuel de 6% environ contre près de 9% en Allemagne et 10% en Grande-Bretagne. Mais selon une étude portant uniquement sur les produits de base, la hausse des prix a atteint des niveaux britanniques: 12% en août! (1).

Rien d'étonnant alors si la question du «pouvoir d'achat» fait la une des médias et est régulièrement citée dans les déclarations de politiciens et du gouvernement.

Mais présenter la question des conséquences de l'inflation sous cet angle

permet d'éviter de dire qu'elle signifie **baisse du salaire réel**; les salaires nominaux devraient en moyenne augmenter de 3% cette année, hausse bien inférieure à celle du coût de la vie. Selon la DARES fin mars l'indice du salaire de base compte tenu de l'inflation avait déjà baissé de plus de 2% par rapport à l'année précédente (2). Dans sa loi dite «pouvoir d'achat», le gouvernement a décidé d'un certain nombre de mesures pour «protéger les français les plus modestes» selon les discours officiels. Fumisterie!

Il s'agit avant tout de venir en aide aux entreprises qui se plaignent de la détérioration de leurs marges, en calmant la grogne sociale avec des prix

(Suite en page 2)

- Grande-Bretagne -

**En dépit de toutes les difficultés et obstacles –
brutalité des conservateurs, hostilité des
travailleurs, trahison syndicale – les prolétaires
se mobilisent pour la défense de leurs intérêts**

**LE BERCEAU DU CAPITALISME
DUREMENT TOUCHÉ PAR LA
CRISE MONDIALE**

L'état de tension dans lequel est entré le capitalisme mondial depuis quelques années s'explique par sa nature même. Cette économie de l'anarchie, de la concurrence, de la compétition, de la confrontation permanente, parvenue à un certain stade d'évolution de toutes ses contradictions et antagonismes se lésarde dangereusement et fini par éclater sous toutes ces pressions. La crise de la Covid comme la guerre impérialiste en Ukraine se sont conjuguées pour plonger le capitalisme déjà en souffrance dans une crise du niveau des années 1975, avec comme décor non pas la fin des années d'expansion dites les «trente glorieuses» par les économistes bour-

geois, mais le début d'une période bien plus lugubre où la guerre armée et impérialiste succède à la guerre économique exacerbée d'avant, différence qui n'est pas insignifiante.

La Grande-Bretagne, au capitalisme libéral «pur et dur» par tradition séculaire, souffrait déjà du Brexit qui lui aurait fait perdre 3 ou 4 % de son PIB annuel (1), a plus que d'autres reçu de plein fouet les effets de la crise entraînant une hausse de tous les prix digne des plus grandes crises capitalistes de l'histoire.

Déjà le 1^{er} avril 2022, le «Bleak Friday» («le vendredi sombre»), les factures de gaz augmentaient en moyenne pour les prolétaires de 708 Livres (env. 800 €) sur l'année, soit 50 % d'augmentation. A cette même date trimestrielle,

(Suite en page 8)

Afrique: Y a-t-il le feu au pré carré?

(Suite de la page 1)

d'établir la démocratie et d'en finir avec la misère, l'exploitation et la répression qui avaient conduit à la grande grève générale de 2007.

Mais en réalité rien ne changea pour les masses pauvres du pays. Et lorsque sa décision de changer la constitution pour briguer un troisième mandat provoqua des manifestations de protestation, il n'hésita pas à faire tirer sur les manifestants désarmés: il y aurait eu au moins 90 morts à Conakry et d'autres villes (y compris lors de manifestations sur des problèmes sociaux). Mais selon la presse française ce qui a suscité la «perte de confiance» de Paris envers le régime, ce n'est pas la répression sauvage contre toute forme d'opposition, mais ses liens croissants avec la Turquie et la Russie. Les médias russes de leur côté voient dans le coup d'Etat un complot occidental pour affaiblir l'influence russe qui s'était concrétisée par un soutien affiché à Condé...

Au **Burkina Faso** une mutinerie de soldats en janvier de cette année déboucha sur le renversement du président Kaboré. Celui-ci avait été élu après le renversement par une révolte de la po-

pulation de Blaise Compaoré, pilier de l'impérialisme français pendant 27 ans, qui avait assassiné en 1987 son frère d'armes Thomas Sankara coupable de velléités anti-françaises. La crise aiguë où est plongé actuellement le pays se traduit par des violences intercommunautaires et des attaques meurtrières de groupes armés y compris contre les militaires. L'incapacité du gouvernement Kaboré à apporter une amélioration à la situation avait entraîné des manifestations antigouvernementales et alimenté l'opposition à la présence militaire française; la base militaire de Kamboïsin (Kamboincé) est en effet vue avec raison comme destinée avant tout à protéger les intérêts impérialistes; cette opposition est instrumentalisée par des politiciens locaux qui demandent que le Burkina fasse appel à la Russie, à la Chine voire à la Corée du Nord! Il est donc urgent pour Paris de résoudre si c'est possible la crise politique...

Quant au **Tchad**, c'est le gouvernement français qui a piloté le coup d'Etat comme nous avons déjà eu l'occasion de l'expliquer (2).

Au **Mali** par contre c'est un fidèle serviteur de l'impérialisme français, Ibrahim Boubacar Keita (IBK) qui a été ren-

versé par les militaires en 2020; élu président après l'intervention militaire française «Serval» en 2013 et réélu en 2018, ce vieux routier de la politique malienne avait affirmé lors de son élection qu'il allait établir une «démocratie véritable» au Mali. L'Internationale socialiste, dont il avait été vice-président, écrivit après son décès en 2022 qu'il avait «*œuvré sans relâche pour le renforcement de la démocratie et la recherche de la paix et de la stabilité*». Pour ce qui est de la «légitimité» démocratique d'IBK, les Maliens en savent quelque chose: en juillet 2020 la répression sanglante des manifestations de protestation contre les fraudes électorales fit plus de 20 morts et plus d'une centaine de blessés; les manifestants et les grévistes protestaient aussi contre la présence française, principal soutien du président et de son gouvernement. On comprend pourquoi le coup d'Etat a été bien accueilli par la population!

L'impérialisme français «prenait acte» de la situation après que les militaires aient accepté de céder rapidement la place à un gouvernement civil et de continuer les opérations militaires. Mais un deuxième coup d'Etat en avril 2021 avec l'arrestation du président de transition civil soutenu par Paris, coupable de vouloir s'émanciper de la tutelle des militaires, a provoqué le clash. L'impérialisme français a alors poussé à l'imposition par les Etats voisins de sévères sanctions économiques contre le Mali; les autorités maliennes, soutenues par de grandes manifestations à Bamako, ont répliqué en exigeant le départ des militaires français et la fin des accords de défense entre les 2 pays; ils faisaient en outre appel, pour seconder l'armée malienne en remplacement des soldats français, aux mercenaires du groupe russe Wagner. Comble de l'affront pour l'impérialisme français, des géologues les accompagnaient pour repérer les richesses du sous-sol!

L'impérialisme français qui avait déjà commencé à se retirer du nord du pays, annonçait alors la fin de l'opération Barkhane (et parallèlement de l'opération «Takuba» censée être une force européenne d'appui). Mais cela ne signifie pas la fin de la présence militaire française dans la région; Barkhane devenait de plus en plus un fardeau pour un pays aux ressources tout sauf inépuisables, alors que sur le plan militaire son échec était de plus en plus patent; mais d'autre part l'instabilité et la présence de groupes armés, qualifiés de terroristes et djihadistes, menace de plus en plus des pays comme le Bénin, le Cameroun ou la Côte d'Ivoire, outre les pays sahéliens comme le Niger ou le Burkina Faso. Confronté à une rude concurrence de la Chine, de la Russie, de la Turquie et d'autres dans ce que Mitterrand appelait le «pré carré» de la

Défense du pouvoir d'achat? Lutte pour le salaire!

(Suite de la page 1)

mes diverses pour prévenir une flambée des grèves à l'image de ce qui se passe de l'autre côté de la Manche. D'autre part des mesures comme les subventions du prix des carburants représentent une aide directe aux entreprises grosses consommatrices (comme dans les transports) qui en sont les premières bénéficiaires.

Mais l'aide la plus précieuse pour les capitalistes et le gouvernement viendra bien sûr des pompiers sociaux que sont les appareils syndicaux collaborationnistes. Dès juillet la CGT et Solidaires ont appelé pour le 29/9 à la classique journée d'action-souape de sécurité «pour les salaires» et qui «s'inscrit dans la durée» (sic), destinée à faire retomber la pression. Preuve s'il le fallait que cette journée est tout sauf le début d'une lutte réelle, ces centrales syndicales ne se sont même pas donné la peine d'avancer des revendications!

Les prolétaires ont cependant besoin de se défendre contre les attaques croissantes des capitalistes et de leur Etat, que ce soit par l'inflation ou par les

nouvelles mesures anti-ouvrières annoncées, à commencer par la «réforme» de l'assurance-chômage (la réforme des retraites étant apparemment repoussée à plus tard) instamment demandée par le patronat. Ils ne peuvent pas compter pour cela sur les piliers de la collaboration des classes qui ont saboté toutes les grandes luttes récentes, ni sur les démagogues à la Mélenchon, cet adversaire déclaré de la lutte de classe qui a lancé une pétition pour «taxer les super-profits» (les profits «normaux» il n'y touche pas!).

Pour vaincre il leur faudra rompre avec le collaborationnisme et ses pratiques défaitistes pour prendre leurs luttes en main et revenir aux méthodes et moyens de lutte classistes; ils feront alors revivre la vieille devise ouvrière:

Salaires contre profits, classe contre classe!

(1) cf. *Le Monde*, 29/8/22

(2) cf. *Challenges*, 22/7/22. La DARES est une institution officielle dépendant du ministère du travail.

Afrique ...

France (ses anciennes colonies) (3), Paris ne peut se permettre d'abandonner sa carte majeure: sa présence militaire. Selon l'état-major français il y aurait encore 3000 militaires français dans la région sahélienne essentiellement au Tchad et au Niger (où il s'agit de protéger les mines d'uranium) et le gouvernement français a affirmé à plusieurs reprises qu'il allait continuer à être présent militairement sur le lac Tchad au Golfe de Guinée. Lors du voyage de Macron au Cameroun et au Bénin en juillet qui avait prioritairement des objectifs économiques, le volet militaire n'a pas été pour autant absent – il a même été

central au Bénin.

Il ne faut donc pas s'y tromper: la fin de l'opération Barkhane n'est pas la fin de la présence impérialiste et des interventions militaires françaises en Afrique; et Barkhane a démontré que ces interventions sont bien incapables d'assurer la paix et la tranquillité des populations: leur objectif est fondamentalement de défendre l'ordre impérialiste qui est à la racine des souffrances des masses et des prolétaires, là-bas comme ici.

Le devoir impérialiste des prolétaires des métropoles impérialistes est de s'opposer à toutes les exactions impérialistes, en démasquant le prétexte de «lutte contre le terrorisme».

Impérialisme français hors

d'Afrique!

Pour la lutte unie des prolétaires et des masses exploitées d'Europe et d'Afrique afin d'incendier tous les prés carrés impérialistes!

(1) L'Egypte, qui a un des plus gros contingents, a déjà annoncé «suspendre» sa participation et la junte a expulsé le porte-parole de la Minusma.

(2) cf. «A bas le coup d'Etat au Tchad!» *Le Prolétaire* n°540.

(3) Au Cameroun la part de marché de la France qui était de 40% en 1990, est tombée à 10%, loin derrière la Chine (19%) et talonnée par la Russie.

Rapports à la réunion générale

(14-15 mai 2022 à Milan)

Dans la continuité du travail collectif du parti guidé par la boussole marxiste pour la préparation du parti communiste révolutionnaire de demain

Ces deux dernières années, les mesures forcées d'isolement et de restrictions de déplacement prises par l'ensemble des Etats européens dans leur soi-disant «lutte contre le Covid-19», nous avaient placé dans l'impossibilité de réunir en présentiel le parti. Ces mesures levées, nous avons donc pu nous rencontrer et reprendre le cours régulier des réunions générales.

Sous le prétexte du Coronavirus SARS-CoV-2, les bourgeoisies de chaque pays avaient établi un contrôle social qui emprisonnait le prolétariat dans les mailles d'une collaboration de classe destinée à faire face à la récession économique apparue bien avant l'arrivée de la pandémie et qui empêchait les couches prolétariennes les plus combattives d'exprimer dans la lutte leurs réactions spontanées aux conditions de vie et de travail de plus en plus intolérables pour elles, particulièrement pour les immigrés, les précaires et les chômeurs.

Plongées dans une situation de crise de surproduction naissante et ne pouvant d'aucune manière stopper les facteurs de crise que le mode de production capitaliste génère cycliquement, les grandes bourgeoisies impérialistes ont saisi l'occasion de l'épidémie du SARS-CoV-2 pour tester la capacité de leurs appareils d'Etat à mettre en place des mesures permettant d'enrégimenter de larges masses. Parmi ces méthodes autoritaires, caractéristiques de ce qu'exigent les «temps de guerre», se comptaient les confinements, la vaccination obligatoire, les pass vaccinaux,

la suspension du travail et des salaires pour les non-vaccinés. Si en temps de guerre, les entreprises d'armement bénéficient des bonnes affaires, en temps de pandémie, ce sont les entreprises pharmaceutiques qui empochent de gigantesques profits. Pour la bourgeoisie au pouvoir, dans les deux cas, celui de la «défense de la patrie» contre un ennemi visible ou celui de la «défense contre le coronavirus», contre un ennemi invisible, il est fondamental que les grandes masses prolétariennes obéissent sans résistance aux ordres, dans les usines comme dans la vie sociale. Il va sans dire qu'en «temps de guerre», elles veulent des gouvernements forts et capables de prendre rapidement des décisions impopulaires, en contournant les débats parlementaires si chers aux partis démocratiques et collaborationnistes mais qui sont autant d'obstacles à l'efficacité de leur action.

Cela révèle comment la démocratie si vantée, présentée comme valeur irrépressible et dont la défense justifie toutes les sortes d'autoritarismes, joue en réalité un rôle exclusivement mystificateur, utile seulement pour tromper les naifs. Jamais la bourgeoisie ne fera passer les intérêts du «peuple» avant ses intérêts de classe, et encore moins ceux du prolétariat. En certaines périodes de crise, la collaboration politique et sociale à laquelle elle prétend, qu'elle demande et qu'elle impose, sert à renforcer sa domination de classe. En période d'expansion économique, les amortisseurs sociaux constituent le lubrifiant de la

collaboration de classe; ils s'appliquent alors à toutes les couches de la population et au prolétariat en particulier, tandis qu'en période de crise ils ne sont assurés que pour des couches sociales sélectionnées, parmi lesquelles les couches de l'aristocratie ouvrière, parce qu'elles s'identifient plus au mode de vie petit-bourgeois et parce qu'elles ont une influence certaine sur les grandes masses prolétariennes en représentant une échelle sociale que chaque prolétaire pourrait s'imaginer gravir individuellement. D'une part, les amortisseurs sociaux ont exercé la fonction d'apaiser les tensions sociales, d'autre part ils ont été le terreau du collaborationnisme interclassiste.

Nous ne nions assurément pas que historiquement les luttes des travailleurs, revendiquant toute une série de mesures économiques et sociales visant à stabiliser leur vie professionnelle quotidienne, n'ont pas eu un poids dans les décisions que les bourgeois ont prises dans leur politique sociale. Mais il ne faut pas oublier qu'en fait c'est le fascisme qui, en les institutionnalisant, a mis en œuvre les mesures sociales que le réformisme avait avancées depuis longtemps. Et il l'a fait après avoir vaincu les masses prolétariennes dans la guerre de classe et détruit leurs organisations de défense économique et sociale. Ce n'est qu'après cette victoire, par l'action des forces de conservation et des fascistes en particulier, que la bourgeoisie dominante a fait sienne la politique des amortisseurs sociaux afin d'attirer à elle les masses prolétariennes déjà repliées du front de la lutte des classes et de réduire au silence leurs exigences immédiates. Les démocraties impérialistes et post-fascistes n'ont fait que

(Suite en page 4)

Dans la continuité du travail collectif du parti ...

(Suite de la page 3)

reprenre la même politique sociale de classe pour renforcer la collaboration de classe qui, combinée avec l'usage de la force de l'Etat, a été l'arme décisive utilisée par la bourgeoisie contre le prolétariat.

Mais les concessions faites par la bourgeoisie ne sont pas gratuites; tant pour la bourgeoisie que pour le prolétariat, elles ont un coût. Pour la bourgeoisie, cela signifie accepter une limitation de son extorsion de la plus-value du travail salarié, et donc une limitation dans l'accumulation de profits, au bénéfice de la collaboration de classe et de la paix sociale. Pour le prolétariat, ce coût est une concurrence accrue entre les travailleurs et donc une plus grande flexibilité aux exigences de la production capitaliste en fonction des cycles d'expansion ou de récession. Et lorsque les masses prolétariennes cèdent à ces exigences du capital, non pas occasionnellement mais durablement, alors la bourgeoisie commence à retirer progressivement les concessions qu'elle a accordées auparavant. Surtout en temps de crise! Et c'est bien ce qui se passe depuis quarante ans, c'est-à-dire depuis que l'économie capitaliste mondiale, ayant atteint le sommet de son expansion après la seconde guerre mondiale impérialiste, en 1975-1980, a commencé à être secouée par les soubresauts qui l'ont conduite à subir des crises économiques et financières de plus en plus sévères.

Au cours du développement historique à partir de la fin de la deuxième guerre impérialiste mondiale, dans une Europe déchirée par la guerre, poussées par leur nature à une concurrence toujours plus grande et par la recherche de grandes quantités de capitaux pour la «reconstruction post-guerre», les bourgeoisies ne pouvaient que se vendre aux Etats-Unis d'Amérique et à la «dictature du dollar», renforçant ainsi une alliance qui avait fonctionné dans la guerre contre l'Allemagne, l'Italie et le Japon et qui s'est imposée comme un bloc occidental antisoviétique indispensable face aux visées impérialistes de Moscou sur les pays d'Europe orientale et d'Asie.

Cependant, en s'appuyant sur le formidable développement industriel des pays européens et de l'Allemagne en particulier – bien que partagée en deux blocs impérialistes opposés – et sur l'objective nécessité de la concurrence sur les marchés internationaux (dont le marché «Europe» représentait un morceau

de choix pour chaque impérialisme), les pays européens, au sein de l'Alliance atlantique dirigée par Washington, se sont organisés en une communauté économique européenne qui leur permettait de profiter eux aussi d'un marché dont ils faisaient partie intégrante.

Les rivalités économiques, financières, commerciales et de domination impérialiste, soit en Europe soit ailleurs dans le monde, n'ont certainement pas disparu avec le Marché commun européen; mais, facilitée par la contiguïté de nombreux pays hautement industrialisés, cette réalité économique a acquis avec le temps un pouvoir réel en termes monétaires et politiques, et en dépit du fait que politiquement l'Union européenne n'est pas une unité étatique comme les Etats-Unis, la Russie ou la Chine.

A un certain moment du développement des contradictions inter-impérialistes, c'est la concurrence capitaliste mondiale qui a poussé les plus importants pays européens à contracter des alliances économiques, financières, commerciales et politiques pour défier la puissance de Sa Majesté le dollar en émettant une nouvelle monnaie, l'euro, représentant plus directement les intérêts du marché européen. En l'espace de vingt ans, cette monnaie s'est surtout imposée sur le marché européen, mais elle a l'ambition de jouer un rôle plus important sur les marchés internationaux, chose certainement difficile puisque sa vie financière ne dépend pas d'un seul centre de décision, mais des accords que les plus puissants pôles économique-financiers européens parviennent ou non à conclure.

Le talon d'Achille de l'euro se trouve dans les transactions internationales. Aujourd'hui encore, comme monnaie de réserve, le dollar représente 62% de la masse mondiale contre 20% pour l'euro. Et il ne faut pas oublier que sur le marché des matières premières, pas seulement énergétiques, le dollar est la monnaie de référence. L'Union européenne voudrait bien se donner un rôle politique égal à celui des Etats-Unis ou de la Chine, mais c'est un fait qu'il lui manque la force d'une unité étatique, même si la force de l'alliance politique actuelle entre les Etats européens n'est pas forcément négligeable.

Mais comme le montrent les querelles économiques toujours prêtes à s'allumer chaque fois que l'intérêt national de l'une ou l'autre des puissances européennes est mis en danger, cette alliance des pays est appelée à entrer en conflit non seulement avec l'alliance plus large et militaire que représente l'OTAN (dont le leadership américain n'a jamais été remis en cause), mais également entre les pays européens eux-mêmes qui, logiquement, ont des poids économiques et politiques très différents entre

eux. Pour comprendre à quel point l'UE est cycliquement sur le fil du rasoir, il suffit de penser à l'Allemagne avec ses hauts et ses bas économiques : si l'économie allemande est saine, celle des autres pays européens, qui dépendent de ses relations commerciales et de sa compétitivité dans le monde, l'est aussi ; si au contraire, elle connaît des difficultés, tous les autres en souffrent, bien que de manière différente, car ils sont contraints pour leurs importations et exportations de s'orienter vers d'autres marchés sur lesquels d'autres acteurs sévissent déjà et depuis longtemps, Etats-Unis en tête !

Même à une époque où les crises économiques ont poussé les impérialismes occidentaux à conclure des accords encore plus étroits entre eux (mais toujours sous le constant chantage des Etats-Unis (comme l'a démontré Trump), ce bref aperçu général permet de comprendre comment les lois fondamentales du capitalisme ne sont pas maîtrisables, même par la plus forte puissance impérialiste et même par un hypothétique super-impérialisme : comme le montre amplement la succession des crises depuis les années 1980, les facteurs de plus en plus puissants des crises économiques et financières, congénitales au mode de production capitaliste, feront voler en éclats les plans d'une future coexistence mondiale pacifique entre les géants impérialistes.

Les guerres du Moyen-Orient des années 1980-1990 ont servi de toile de fond à la conquête par l'OTAN des pays de l'Europe de l'Est, libérés du talon de fer russe avec l'effondrement de l'Union soviétique, mais totalement impuissants à gagner leur « indépendance » vis-à-vis de Moscou, sans se mettre sous la dépendance directe de Washington et de ses puissants partenaires britannique, français et allemand.

C'est dans ce cadre que les impérialistes atlantistes ont tenté de « normaliser » un Moyen-Orient et une Afrique du Nord soumis à de perpétuels séismes économiques, politiques et guerriers, et de s'implanter en Asie à proximité de la Chine et de l'Océan Indien, notamment en Afghanistan, sous prétexte de lutte contre le terrorisme islamique. Mais, tant dans le premier cas que dans le second, la normalisation de l'impérialisme atlantiste a échoué; et c'est en raison de cet échec que la Russie a tenté de sortir de l'état dans lequel elle était enfermée sur son front occidental, en reprenant, sinon toute l'Ukraine, du moins sa partie orientale la plus russophile.

Pour la énième fois, la guerre est le moyen auquel recourt toute puissance impérialiste, autant pour se défendre contre la concurrence des autres impérialismes, que pour conquérir de nouveaux marchés, passage obligé pour

tenter de surmonter les crises constantes de surproduction qui saisissent l'économie de chaque pays.

La guerre russo-ukrainienne est là pour montrer que ce n'est pas la volonté d'un Poutine ou d'un Zelensky, tous deux oligarques et tous deux doublement liés à des intérêts capitalistes contradictoires, qui « déclenche » une guerre que personne n'aurait voulue... Ce sont les intérêts des capitalismes nationaux respectifs qui attisent la guerre, auxquels s'ajoutent les intérêts convergents vers l'un ou l'autre des belligérants des autres puissances impérialistes qui en tirent profit pour faire de grandes affaires, que ce soit pendant la guerre elle-même (et plus dure elle est, plus fructueuses elles sont) ou après celle-ci; et finalement tous en profitent pour tester leurs armes de haute technologie et jeter les bases politiques des futurs traités et alliances.

La revendication d'une « souveraineté territoriale » par les petites nations

destinées à subir les agressions et les amputations territoriales des grands monstres impérialistes est un drapeau terni. Servie avec la revendication des valeurs de la démocratie et de la civilisation, elle ne sert qu'à duper les masses prolétariennes qui, dans la guerre bourgeoise, sont asservies dans les usines et transformées en chair à canon pour défendre des intérêts purement bourgeois, donc capitalistes. Mises au service de ces intérêts, elles continueront à être asservies au travail salarié et à des Etats dont la fonction n'est autre que de les plier aux besoins de leur capitalisme national respectif.

Le travail que nous consacrons au cours mondial de l'impérialisme et qui a fait l'objet d'un des rapports de la dernière réunion générale, sert précisément à confirmer une tendance générale que le marxisme connaît bien et dont il est utile de souligner certains aspects qui nécessairement demandent des explications.

du sud de l'Europe du secteur dit « tertiaire », comme les activités liées au tourisme, qui avaient les plus impactées par les restrictions liées à la pandémie : la levée de ces restrictions entraîne automatiquement une reprise économique plus forte, alors que l'industrie allemande peine à trouver des débouchés.

2) hors zone euro : Grande Bretagne : 7,4% ; Pologne : 5,7% ; Russie : 4,7% ; Suisse : 3,7% ; Ukraine : 3,4%

Amérique du Nord :

USA : 5,7% ; Canada : 4,6%

Amérique Latine :

Argentine : 10,2% ; Brésil : 4,6% ; Chili : 11,7% ; Colombie : 10,6% ; Mexique : 4,8% ; Venezuela : -1,5%

Asie :

Chine : 8,1% ; Corée du Sud : 4% ; Indonésie : 3,7% ; Inde : 8,9% ; Japon : 1,6%

Moyen Orient et Afrique :

Afrique du Sud : 4,9% ; Algérie : 4,0% ; Egypte : 3,3% ; Arabie Saoudite : 3,2% ; Iran : 4% ; Nigéria : 3,6% ; Turquie : 11%

Cette croissance du PIB des différentes nations se reflète dans la croissance du commerce mondial.

Les estimations de la chute en 2020 du commerce mondial des marchandises en volume (les variations en volume donnent une image beaucoup plus fidèle de la réalité que les variations en valeur couramment utilisées, étant donné les variations de la valeur des grandes monnaies) varient selon les institutions, de 4,2 % (SP) à 5,3% (OMC/WTO), ou à 8,4% selon le FMI (en y ajoutant les services), soit moins que lors de la crise de 2008-2009 (-7,8% pour les seules marchandises).

Pour 2021 les estimations de la croissance du commerce mondial vont de 8,3% pour la Banque Mondiale (incluant les services) à 10,8% pour l'OMC (après la crise précédente la croissance avait atteint les 11% en 2010).

Quoi qu'il en soit de la validité de ces diverses estimations, elles peignent l'image d'une reprise économique vigoureuse. Celle s'explique d'une part comme nous l'avons dit de la réouverture de secteurs arrêtés pendant la crise sanitaire, mais la cause principale est l'injection massive de capitaux et la création monétaire pour doper l'économie en souffrance et protéger les institutions financières des terribles chocs subis en 2008-2009.

Si ces injections de capitaux ont largement alimenté la spéculation et propulsé les bourses mondiales vers des records historiques qui risquent à tout moment de déboucher sur des krachs, elles ont cependant réussi à faire redémarrer l'économie et à empêcher un ef-

L'économie mondiale en 2022: De l'espoir de nouvelles « roaring twenties » à la crainte de la « stagflation »

Nous publions ci-dessous le schéma du rapport sur l'économie mondiale à la Réunion Générale du parti ce printemps. Les quelques mois qui se sont écoulés depuis n'ont fait que confirmer les tendances au ralentissement, après le rebond qui a caractérisé la phase post-pandémie. Les Etats-Unis ont enregistré 2 trimestres successifs de recul du PI, ce qui en Europe est conventionnellement le signe d'une récession ; l'économie chinoise selon des déclarations officielles « rencontre des difficultés » pour continuer à croître tandis qu'en Europe, les risques de récession se précisent – au point que même le FMI commence à parler d'un risque de récession mondiale pour 2023.

Parallèlement l'inflation s'envole y compris dans les grands pays capitalistes, à commencer par les Etats Unis et l'Europe où elle est supérieure à 8%, le record étant détenu par la Grande Bretagne avec un taux supérieur à 10% en juillet.

C'est ce climat de crise qui alimente les fièvres guerrières, mais aussi un renouveau des luttes ouvrières particulièrement spectaculaire outre-manche. Cependant il se traduira inévitablement par une aggravation des attaques anti-prolétariennes.

La reprise économique vigoureuse qui a marqué l'année 2021 après la chute historique de la production en 2020 a provoqué une vague d'enthousiasme parmi les économistes ; au point que nombre d'entre eux (à la suite de l'influent hebdomadaire économique britannique *The Economist*) affirmaient que le monde entrait dans une nouvelle époque de « roaring twenties » (les dites « années folles »), la décennie d'expansion économique, surtout aux USA, qui commença au début des années vingt du siècle dernier. On pourrait opportunément rappeler aux idéologues du capitalisme que cette décennie de croissance forcée déboucha sur la plus grave crise économique capitaliste du début des années trente et à la guerre mondiale ; mais nous allons voir que la

perspective d'années d'une longue et forte croissance économique s'est vite évanouie.

Dans la continuité du rapport précédent, donnons les chiffres des organisations internationales : ceux de la croissance du PIB fournis par le FMI (*World Economic Outlook*, avril 22) pour 2021 (rappelons que ces chiffres sont plus ou moins sujets à caution selon les pays).

Europe :

1) zone euro : 5,3 % ; Allemagne : 2,8% ; Espagne : 5,1% ; France : 7% ; Italie : 6,6% ; Grèce : 8,3% . On voit que la locomotive de l'Europe, l'Allemagne, étrangement « freine » au contraire la reprise ; ceci s'explique par la plus grande importance économique dans le pays

(Suite en page 6)

L'économie mondiale en 2022 ...

(Suite de la page 5)

fondrement du système financier ; mais ces interventions étatiques ont conduit à un endettement colossal : selon le FMI (15/12/21), l'endettement public (endettement des Etats) ainsi que, dans une moindre mesure, l'endettement privé, ont connu en 2020 une croissance sans précédent depuis la dernière guerre mondiale, pour atteindre le chiffre record d'un endettement global (public et privé) de 226 000 milliards de dollars (équivalent à 256% du PIB mondial).

Les interventions étatiques ont continué en 2021 et l'IIF (Institut de la Finance Internationale, association de grandes banques et institutions financières de plus de 70 pays) estimait en février 2022 que l'endettement global avait atteint l'année dernière plus de 300 milliards de dollars, le tiers de celui-ci venant des pays « émergents ».

« STAGFLATION » ?

Dès le début de 2021 les premiers signes d'inflation apparurent ; mais ils furent considérés par les dirigeants des grands Etats et des Banques Centrales comme temporaires et sans gravité. Pour y voir un peu clair il n'est pas inutile de rappeler quelques points élémentaires.

1) La concurrence entre entreprises se traduit normalement par une course à la **baisse du prix de production** des marchandises produites (à la suite d'innovations technologiques, de recours à des matières premières moins chères, de l'augmentation de la productivité, notamment par la baisse des « coûts » salariaux, etc.) ; cette baisse peut se traduire par une baisse du prix du marché des marchandises produites par l'entreprise qui a réussi à la réaliser, afin d'augmenter sa part de marché au détriment de ses concurrentes ; ou alors pour augmenter ses profits, si elle continue à les vendre au prix du marché en vigueur ; ou une combinaison des deux.

La baisse des coûts salariaux, tendance constante de la production capitaliste, peut se réaliser par une diminution du nombre d'ouvriers employés, par une baisse du « salaire réel » par une diminution des « charges sociales » qui constituent le « salaire différé » voire par un « gel » ou carrément une baisse du salaire nominal, rendu plus facile par une baisse de la valeur de la force de travail (les économistes ont par exemple calculé que la vente de vêtements à bas coûts fabriqués en Chine a été un facteur important de la « modération » salariale aux USA). Une autre ressource est de

faire produire les marchandises dans des pays à bas salaires.

2) L'**inflation**, c'est-à-dire une hausse généralisée des marchandises qui contredit cette tendance, s'explique soit par une hausse d'un élément-clé de la production, soit par une baisse de la valeur de l'argent. On peut citer pour le premier cas la forte inflation qui a suivi la crise de 1974-75 à la suite de la hausse brutale du prix du pétrole, source fondamentale de l'énergie utilisée par la production capitaliste. Pour le deuxième cas on peut citer les pays qui ont connu un effondrement de la valeur de leur monnaie nationale au point parfois de tomber dans une « inflation galopante », absolument incontrôlable et qui désorganise complètement la machine productive.

Un forte hausse soudaine des salaires peut être aussi une cause de l'inflation : ce fut le cas en France après les hausses de salaires obtenues lors de la grève générale de mai-juin 68 ; il ne fallut qu'un an ou deux pour que ces hausses soient mangées par l'inflation : Il faut souligner que l'inflation se fait toujours au détriment des prolétaires, les salaires étant toujours en retard sur la hausse des prix. On peut dire que c'est un moyen de baisser les salaires réels et donc de sauver les profits.

Par ailleurs une forte croissance économique engendre toujours un peu d'inflation au niveau des prix du marché en raison de la quête du profit par les intermédiaires, même si les prix de production restent stables ou diminuent.

3) Si l'inflation perturbe le bon fonctionnement économique capitaliste, le véritable danger pour le capitalisme est la **déflation**, la baisse générale du prix des marchandises, qui caractérise toute crise économique majeure : face à un marché engorgé par la surproduction, les entreprises sont obligées d'écouler leurs marchandises en dessous de leur valeur, réduisant ou faisant disparaître leur profit. La déflation frappe d'abord les capitalistes, alors que les prolétaires bénéficient de la baisse du prix des denrées – du moins tant qu'ils ne sont pas licenciés.

4) Les causes réelles de l'inflation actuelle.

Les économistes officiels attribuent l'inflation à des causes conjoncturelles : les désorganisations consécutives à la pandémie, la guerre en Ukraine. Si ces facteurs sont bien réels et ne peuvent qu'accroître - y compris fortement - le problème, la cause fondamentale est la **baisse de la valeur de l'argent** ; la bourgeoisie a réagi à la crise de 2008-2009 par un recours massif à l'économie de crédit, accentuée ces dernières années par la poursuite de la dite politique de « *quantitative easing* » (« assouplissement quantita-

tif ») c'est-à-dire une politique de création monétaire ; pour éviter le grippage des mécanismes financiers et combattre le risque de déflation les banques centrales ont baissé le « loyer de l'argent » - les taux d'intérêts - jusqu'à zéro ou même à une valeur négative (l'objectif de la BCE était une inflation à 2% , la recherche d'une inflation plus faible risquant de déboucher sur la déflation). Cette véritable drogue de l'argent « gratuit » a eu des conséquences favorables sur l'économie (pas seulement sur les bourses et les profits financiers), mais comme cela revenait à ce qu'il y ait plus d'argent en circulation que de marchandises, cela signifiait une baisse de la valeur de l'argent (la « marchandise équivalent général » qui a perdu cette équivalence) : cela devait se traduire tôt ou tard par une hausse des prix de toutes les marchandises, autrement dit une flambée de l'inflation. Conscientes du problème les Banques centrales ont tenté de mettre fin à cette politique, mais pour se rendre compte que la suppression de cette drogue risquait de plonger le malade dans une nouvelle récession, démonstration de la fragilité de la reprise économique après la crise de 2008-2009 . Cependant, confrontée à la hausse continue de l'inflation, elles ont finalement jugé qu'il n'était plus temps d'attendre et, comme la BCE, elles ont finalement décidé la fin de l'argent gratuit : elles ont estimé que le risque de la récession (désormais d'ailleurs à peu près inévitable) était moins grave que le risque d'une inflation incontrôlable.

D'autre part, pour parer aux conséquences de l'inflation la bourgeoisie demande aux prolétaires d'accepter des sacrifices salariaux au nom des intérêts « supérieurs » de l'économie nationale : en acceptant une baisse de leurs salaires réels, ils aident au sauvetage des profits mis à mal par la hausse des matières premières et autres.

L'exemple turc : le cas de la Turquie est emblématique : c'est un des pays dans le monde où cette politique a été la plus suivie ; le résultat a été la chute de la livre turque (-50% par rapport au dollar), ce qui a dopé les exportations du pays et lui a permis de surmonter la crise ; cette orientation répondait aux intérêts des « tigres d'Anatolie », les entreprises industrielles et agricoles exportatrices qui sont la base politico-économique du régime d'Erdogan. Mais cela a alimenté une inflation qui a d'abord frappé la population prolétarienne (affamer les prolétaires pour nourrir les entreprises capitalistes est une règle du bon fonctionnement de l'économie bourgeoise), puis qui, devenant hors contrôle menace maintenant toute l'économie ; le chiffre offi-

ciel de l'inflation était en mars de 61% mais en début d'année on l'estimait déjà à 70% .

Dans les grands pays capitalistes, on n'atteint pas de tels sommets, mais l'inflation néanmoins progresse fortement ; aux Etats Unis elle a atteint un niveau inconnu depuis près de 40 ans, avant même que se fassent sentir les conséquences du conflit en Ukraine.

Les économistes agitent maintenant le spectre de la « stagflation » des années 70 marquées par une faible croissance et une inflation à deux chiffres. En réalité ce qui s'est passé à l'époque, c'est que l'économie des pays occidentaux a réagi au choc de la crise de 1974-75 par une inflation généralisée dans une course pour sauver les profits ; il a fallu la récession de 1980-81 et les politiques d'austérité anti prolétariennes initiées par Reagan et Thatcher avant d'être reprises par les autres pays pour casser la « spirale inflationniste » en imposant un « partage de la valeur ajoutée » au détriment des salariés ; c'est à dire en restaurant le taux de profit moyen de l'économie grâce à

toute une série de mesures anti-sociales et anti-prolétariennes consistant notamment à supprimer ou réduire les amortisseurs sociaux mis en place progressivement dans la période de croissance économique pour acheter la paix sociale.

La situation est différente aujourd'hui : ce qui pointe, selon les derniers chiffres aux USA et en Europe (comme en Chine), c'est une rechute dans la récession, alors qu'une grande partie de ces amortisseurs sociaux ont été levés ; cela signifie que les attaques contre le prolétariat qui deviendront nécessaires devront être plus directes et plus brutales ; les bourgeois le savent et en redoutent les conséquences : les explosions sociales comme en Amérique Latine ou au Moyen-Orient en 2019, ou au Sri Lanka aujourd'hui.

Mais les pays capitalistes développés ne seront pas à l'abri, comme en témoigne l'avertissement de l'éditorialiste du quotidien patronal *Les Echos* le 25/4/22 :

« *Le président de la République pourrait entamer son mandat dans une*

économie en panne. Et risque d'affronter dans la foulée une récession marquée, dont apparaissent des signes avant-coureurs. (...) Les revendications salariales qui se font déjà entendre ici et là vont prendre une tout autre ampleur. Des grèves risquent d'éclater dès l'automne, par exemple dans le secteur public (...). Elles pourraient faire tache d'huile dans les grandes entreprises où les frustrations ont monté. (...) Le climat social risque alors de devenir insurrectionnel ».

Au-delà du fantasme, ce que redoutent les bourgeois, c'est une flambée de la lutte de classe, et ils se préparent sans aucun doute à utiliser toutes leurs outils à disposition, de la répression à leur outil le plus puissant, l'opportunisme politique et syndical.

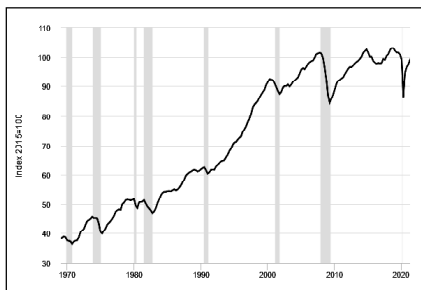
Le prolétariat ne pourra d'un coup s'en libérer, mais toutes les luttes à venir pourront contribuer à se rapprocher de ce but, indispensable pour la répartition demain sur le terrain de classe de l'alternative révolutionnaire aux crises et aux guerres.

14/05/2022

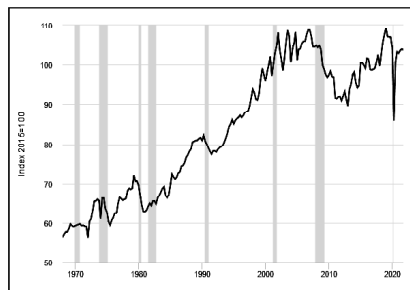
INDICE DE PRODUCTION INDUSTRIELLE

Source: FRED, Board of Governors of the Federal Reserve System (US)

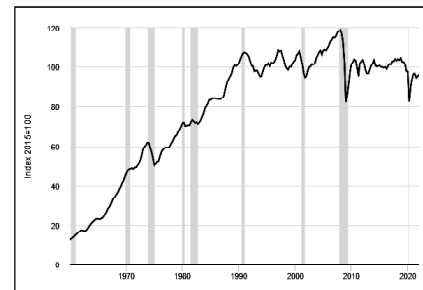
Etats-Unis



Grande-Bretagne



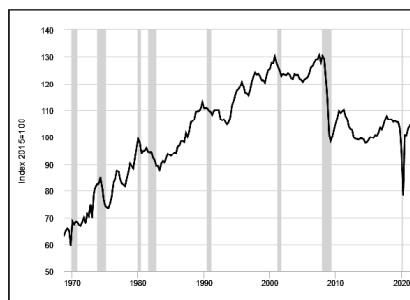
Japon



Allemagne



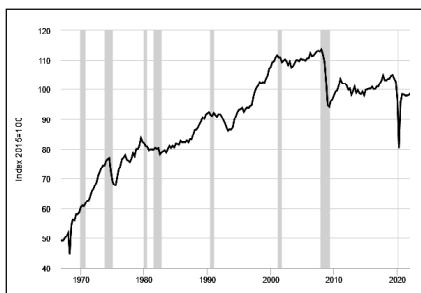
Italie



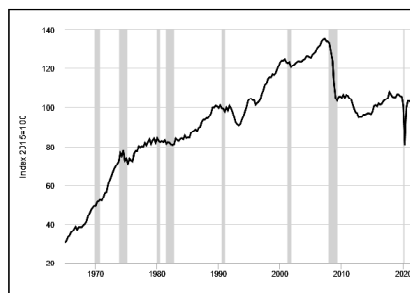
Brésil



France



Espagne



Chine (Sans secteur construction)



- Grande-Bretagne -

En dépit de toutes les difficultés et obstacles – brutalité des conservateurs, hostilité des travaillistes, trahison syndicale – les prolétaires se mobilisent pour la défense de leurs intérêts

(Suite de la page 1)

les taxes sur le logement augmentaient de 3,5% et les charges sociales sur les salaires grimpaient de 1,5%. Les opérateurs téléphoniques annonçaient aussi des augmentations de 10% de leurs tarifs. A cela s'ajoutait bien sûr les premières hausses importantes des produits alimentaires, d'hygiène ainsi que de l'électricité et du carburant.

Mais ce n'était qu'un début. La hausse du gaz va passer à 78% en octobre et sera triplée à la fin de l'année (2). De la même source on indique même un quadruplement du prix au printemps 2023. Pour donner une idée de l'augmentation des produits alimentaires, indiquons celle du lait de 26%, du beurre de 21%, de la farine de 19% et des pâtes de 16%. Impossible pour le prolétaire de descendre en gamme de produit pour compenser ces hausses, il est déjà au plancher.

En mars, les spécialistes de l'enfimage économique, parlaient d'une augmentation du coût de la vie d'au moins 7% cette année. Aujourd'hui ils doivent avouer que c'est au moins 13% qui serait plus juste. Mais une banque américaine, la Citi, a prévu un renchérissement de 18% début 2023. Pour faire face à l'inflation, elle explique que la Banque d'Angleterre pourrait porter son taux d'intérêt à 6 ou 7%, alors qu'aujourd'hui après avoir déjà été augmenté il est à 1,75%. De quoi étrangler complètement le marché financier et renvoyer tous les investisseurs à la maison. Il faut remonter aux années de la crise pétrolière pour trouver une telle inflation. Au Royaume-Uni, en 1975, elle avait grimpé à 25% (3) pour redescendre à 16,9% «seulement» l'année suivante. La période de haute inflation durera jusqu'au début des années 1980.

Pour des millions de prolétaires il n'y a aujourd'hui qu'une seule alternative : manger ou se chauffer. La pauvreté s'est largement accrue. Selon diverses sources, 17,1% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, soit 10,5 millions d'habitants, ou sur une autre base statistique 1 travailleur sur 8. L'UNICEF considère que 20% de cette population est en situation d'insécurité alimentaire. Pour les enfants spécifiquement, 4 millions d'entre eux sont en dessous de ce seuil de pauvreté et parmi eux 30% sont en insécurité alimentaire. Sous les coups d'une vie de plus en plus chère, la situation ne fait qu'empirer.

LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS EST CONTENUE DANS LES GRÈVES «SYNCHRONISÉES» ORGANISÉES PAR LES SYNDICATS

Pour contrer ces violentes attaques du capital contre l'essentiel même de leur survie, les prolétaires de Grande-Bretagne se sont mobilisés dès le début de l'année, mais c'est surtout à partir de juillet que les mouvements de grève ont commencé à se répandre. L'axe revendicatif des luttes ne se discute pas : c'est la question des augmentations de salaires pour faire face à l'inflation. Dans l'idéal où préexisterait une expérience de la lutte de classe, cela aurait été une formidable base revendicative pour **unifier** et **fondre** toutes les grèves dans un seul bloc ouvrier. Ce ne fut de loin pas le cas.

En août démarrent les grèves dans les transports. Chez les cheminots, faisant suite à l'échec des négociations, des mouvements avaient déjà eu lieu les 21, 23 et 25 juin et le 27 juillet. Les syndicats RMT et TSSA (4) organisent le mouvement selon la tactique des «grèves coordonnées» ou «grèves synchronisées». Suivant cette méthode pour casser la force et l'impact des luttes, les transports publics se mettent en grève les 18 et 20 août. 50'000 travailleurs sont concernés par le mouvement. Mais les conducteurs de train du syndicat ASLEF (5) ne seront pas associés à la grève de RMT et TSSA. Ils feront grève le 30 juillet et le 13 août, 9 compagnies ferroviaires sur 13 seront touchées. Le 19 août c'est le métro londonien qui fait grève, les conducteurs de bus seront aussi à l'arrêt.

Le 3 août une grève spontanée (que les bourgeois anglais taxent de «grève sauvage») éclate chez Amazon à Tilbury. La direction proposait 3% d'augmentation de salaire alors que l'inflation était déjà à 9,4% en juin. Le salaire proposé par Amazon était de 11,45 Livres à l'heure, alors que les travailleurs réclamaient 15 Livres. Des arrêts de travail auront aussi lieu chez Amazon de Coventry et de Bristol.

Le 21 août débute une grève «synchronisée» de 8 jours des dockers de Felixstone (1900 grévistes sur 2500 employés). Là aussi les revendications concernent l'augmentation des salaires. A Liverpool les dockers ont également voté pour la grève, mais les dates «synchronisées» ne sont pas encore connues

au moment où nous écrivons (6).

Les travailleurs de BT (British Telecom) se mettent aussi en grève, toujours sous cette forme égrenée qu'imposent les directions syndicales, en l'occurrence celle du CWU (7). Elle va se fractionner tout au long de l'été, le 29 juillet, le 1^{er} août et d'autres journées de grève sont prévues les 30 et 31 août. 40'000 travailleurs sont concernés par la grève.

Les postiers de la Royal Mail votent à 97% des 100'000 travailleurs en faveur de la grève. Leur mouvement va aussi devoir se fractionner sur 3 jours, les 26, 27 et 30 août. C'est aussi l'œuvre du syndicat CWU.

Il y a d'autres secteurs qui se mettent en grève : dans les raffineries et centrales électriques, semble-t-il, mais sous réserve, de manière plus spontanée.

Viendra enfin le tour des secteurs de la fonction publique qui commence à se mobiliser : les enseignants, les pompiers, le personnel soignant, les éboueurs, le personnel des aéroports et aussi les travailleurs dans le secteur industriel. Mais le poids des syndicats officiels est tel que leurs grèves n'échapperont pas à leur organisation «synchronisée» et verrouillée.

LE RÔLE SERVILE DES SYNDICATS

Ce qui frappe dans toutes ces grèves, c'est leur totale dispersion dans l'organisation et dans le calendrier, c'est leur compartimentage étanche les unes des autres, alors que très théoriquement les puissants syndicats britanniques auraient la capacité de mobiliser tout le monde dans un seul mouvement. Mais ce serait leur demander d'être ce qu'ils ne sont absolument pas et ce serait une erreur fatale ne serait-ce que d'y songer. Pourtant, mais c'est un autre sujet, une partie de la dite extrême-gauche courtise certains syndicats comme le RMT.

En fait les syndicats remplissent minutieusement et avec efficacité leur rôle de garant de la paix sociale et de l'ordre public dans un moment historique où tout peut déraiper socialement et la bourgeoisie se retrouver face à un adversaire de classe libre et indépendant des contraintes bureaucratiques syndicales qui ne s'en laisserait pas conter et ferait usage de ses propres armes de classe. Leur stratégie est de hacher menu les grèves en contrôlant leur organisation, leurs objectifs, en sapant toute volonté des prolétaires d'en découdre directement avec leurs patrons et ainsi de faire le moins de mal possible aux intérêts de l'économie nationale, aux instances politiques du pays et aux classes dominantes confortablement assises sur leur fortune personnelle. A cette stratégie de fractionnement et de division se combi-

ne habilement les carcans et limitations juridiques pour permettre l'organisation des grèves. La politique syndicale de contrôle social est largement facilitée grâce à l'arsenal légal de l'Etat, qui impose une infernale course d'obstacles procéduriers pour valider une grève et qui en dépit des éventuels cris d'orfraie de certains bureaucrates syndicaux, reçoit en réalité le parfait consentement de leurs appareils. La codification légale des grèves donne le cadre, les outils et la justification politique aux directions syndicales de leurs méthodes anti-ouvrières, elle renforce leur appareil bureaucratique.

Ces procédures ont une histoire qui remonte aux grandes grèves des mineurs de 1984-1985 écrasées par la brutale répression étatique conduite alors par l'impitoyable Margaret Thatcher. Après avoir écrasé les grèves, le gouvernement anglais imposera toute une série de lois et d'entraves légales pour empêcher dans le futur les prolétaires d'organiser des grèves dans les entreprises, privées comme publiques. Toutes ces restrictions ont eu pour effet de renforcer la puissance du contrôle syndical sur la classe ouvrière. Désormais, les prolétaires ne peuvent plus aussi facilement échapper à la mainmise des syndicats sur la direction de leurs luttes ou sur l'organisation classiste de la solidarité. L'appareil syndical et ses spécialistes de la loi apparaît comme le moyen incontournable de surmonter les écueils procéduriers pour rendre légale une grève. Et s'il existe un secrétaire syndical qui n'est pas à l'aise avec ces lois, il sait que l'épée des sanctions judiciaires lui tombera sur la tête s'il ne les suit pas à la lettre, alors il se rangera et finira par s'habituer...

En quoi consiste cet arsenal juridique ?

- Pour déclencher une grève légalement dans une entreprise, les prolétaires doivent organiser un vote de tous leurs adhérents au syndicat et obtenir au moins 40% de voix favorables. Cette procédure est évidemment un frein à la spontanéité et l'indépendance d'organisation des luttes et commençant par dévorer de l'énergie inutile et du temps, des semaines pour les grandes entreprises. Autant de temps de gagné pour les patrons afin d'organiser leur riposte, notamment en divisant et démoralisant les travailleurs, en introduisant dans leurs rangs l'hésitation pour saper leur détermination.

- Obtenir la majorité des adhérents en faveur de la grève est nécessaire, mais n'est pas une condition suffisante. Il faut encore obtenir un quorum minimum de votants. Un minimum de participation au vote de 50% est obligatoire.

- Les grèves de solidarité d'une catégorie de prolétaires autre que celle des grévistes ou d'autres entrepri-

ses du même secteur sont tout simplement interdites.

- La loi autorise l'intervention de jaunes (des travailleurs intérimaires ou soumis au sordide «contrat zéro» (8)) pour remplacer les grévistes et interdit évidemment aux piquets de grève, sous peine de sanctions, de s'opposer à leur entrée dans l'entreprise (dans la pratique, la police est toujours présente pour assurer cet accès et éviter tout contact des jaunes avec les grévistes qui pourraient les convaincre de faire demi-tour).

Toutes ces lois anti-ouvrières portent évidemment aussi la signature du parti travailliste. Il était trop heureux de la protection qu'elles lui assuraient du temps où il tenait le gouvernail de l'Etat.

Dans le mouvement de grèves cette année, les syndicats ont donc une mainmise totale sur la décision de déclencher, orienter et diriger les grèves. Ils les organisent comme on tranche un saucisson pour éparpiller ensuite les tranches sur la table. Cette méthode de dispersion sous prétexte de «synchronisation» et de «coordination» interdit aux prolétaires toute **continuité dans l'action** et bloque toute **convergence et unité** de leurs luttes entre-elles.

La bourgeoisie et les patrons en particulier ne peuvent pas ne pas penser que les attaques brutales sur les conditions de vie de la classe ouvrière, ne vont pas la faire réagir. Ils sont prêts au combat et leur première mesure dans cette guerre entre classes est d'affaiblir les prolétaires en confinant leurs luttes dans les stratégies syndicales de division, de limitation et de fractionnement de la durée des grèves et bien sûr de respect des lois et règlements restreignant sous peine de sanction judiciaire tous les élargissements et extensions possibles. Patrons et syndicats sont donc intimement associés pour casser tout mouvement classiste des prolétaires.

Le RMT se félicite même d'avoir brillamment et efficacement organisé les grèves, dites «synchronisées» (9). Mais de quelle synchronisation parle-t-on ? Le mot «synchronisation» cache habilement ce qui n'est que dispersion et isolement. Ils ne «synchronisent» pas pour faire des luttes entre catégories différentes de travailleurs un **bloc compact**, agissant simultanément dans le même temps du calendrier, mais pour empêcher les travailleurs de s'unir dans un **front uni et solidaire**.

Le RMT (et ses consœurs syndicales ne sont pas en reste) a aussi un objectif politique bourgeois : contribuer à entraver le gouvernement conservateur dans ses prérogatives dès que le ou la première ministre sera connue. Mick Lynch, le secrétaire général, déclarait à ce propos : «Si nous pouvons amener les entreprises à négocier librement sans être lié par le gouvernement, nous pouvons négocier [forcément au rabais,

Ndlr] un règlement dans ce différend et faire fonctionner à nouveau les chemins de fer à pleine vitesse.» (10) Le RMT qui fait tout pour ne pas unifier les grèves, appelle aussi par la voix de Lynch à la grève générale (sic !) si Liz Truss - conservatrice en lice pour remplacer Boris Johnson et qui a déjà promis du sang, des larmes et de la sueur aux prolétaires - était élue début septembre à la tête du gouvernement. C'est de l'esbrouffe qui ne fait peur à personne et qui est surtout ridicule, mais cela révèle que les syndicats veulent aussi poser leurs conditions à leur engagement pour assurer la paix sociale en maintenant la lutte ouvrière dans les limites admissibles pour le capitalisme et ses agents de toutes sortes. «Ne nous compliquez pas la tâche!» semblent-ils dire aux radicaux du parti conservateur.

La situation de dégradation générale et profonde des conditions de vie de la classe ouvrière a donc aujourd'hui une cause commune pour tous les travailleurs et dans tous les pays, indistinctement de leur nationalité, de leur sexe, de leur âge, de leur couleur, de leur métier, etc. : l'inflation. L'histoire donne à la classe ouvrière une occasion formidable de pouvoir unifier ses revendications sur une seule base revendicative, celle de la lutte salariale et du pouvoir d'achat. Rarement le contexte n'a été aussi favorable pour qu'elle oriente et organise sa lutte immédiate dans un seul front contre son ennemi unique, le capitalisme. La bourgeoisie, l'opportunisme et réformisme politique, les syndicats de collaboration de classe le savent bien et agissent tous, chacun sur son terrain et avec ses responsabilités propres, en gardant quelques apparences de désaccord, pour éviter ce risque cauchemardesque de la lutte de classe qui pourrait renaître.

LE LABOUR PARTY CONTRE LES GRÈVES

Les travaillistes du Labour, face aux apparentes fissurations du parti conservateur, se préparent à regouverner un jour le pays, ce n'est plus un scoop. Ils annoncent déjà la couleur à la classe ouvrière : leur «réformisme» sera musclé et intolérant à toute velléité de lutte des prolétaires.

Keir Starmer, le nouveau dirigeant du parti depuis mars 2022 après Jeremy Corbyn, est très clair à ce sujet. A peine prises ses fonctions de chef du Labour, il a interdit aux membres responsables de son parti, députés ou ministres fantômes (11), de se montrer aux piquets de grève et déclaré qu'il sanctionnerait toute indiscipline à ce sujet, ce qu'il a fait d'ailleurs. Starmer qui entend montrer sa «responsabilité» vis-à-vis de l'ordre

(Suite en page 10)

Grande-Bretagne ...

(Suite de la page 9)

social et de l'économie nationale, est clairement antigrevé et le fait savoir à la fois à la bourgeoisie, à l'interne de son parti et aux prolétaires. On sait maintenant de quelle façon il veut mettre ses vœux de nouveau chef travailliste en œuvre : «*C'est un honneur, disait-il à sa nomination, et un privilège d'être élu chef du parti travailliste. Je conduirai ce grand parti vers une nouvelle ère, avec confiance et espoir, afin que le moment venu nous puissions servir notre pays au gouvernement.*» L'ère qu'il appelle de tous ces vœux ne sera pas rose pour les prolétaires !

Dans le «Guardian» on peut lire un article du 2.08.2022 de John McTernan, ex-directeur des affaires politiques de Tony Blair, s'adressant aux travaillistes. Article édifiant : «*Les grèves sont des conflits entre les travailleurs et la direction, et ils sont résolus entre eux. (...) Lorsque le parti a été fondé, c'était en tant que parti parlementaire déclaré pour réaliser les objectifs plus large du mouvement (...) pas pour encourager en marge des conflits du travail. (...) Pour être un gouvernement alternatif en attente, vous devez montrer que vous gouvernez pour la nation, pas pour la fraction.*» (12)

La servilité du parti travailliste est telle que les élus travaillistes de Coventry ont eux-mêmes engagé contractuellement des travailleurs intérimaires pour briser la grève des 70 éboueurs en lutte pour des augmentations de salaire, en mars 2022.

Il n'y a vraiment que les trotskistes en Grande-Bretagne qui puissent songer à transformer le Labour en fer de lance de la révolution !

RETROUVER LA VOIE DE LA LUTTE DE CLASSE

Ce qui se passe en Grande-Bretagne est une énième démonstration que l'Etat bourgeois démocratique répartit les fonctions et les rôles entre les différentes forces politiques bourgeoises et syndicales, pour endiguer les réactions de lutte du prolétariat contre les attaques capitalistes sur ses conditions de vie.

C'est dans cet objectif que les syndicats planifient, organisent et pratiquent des formes de grèves totalement atomisées en divisant les luttes en autant de particules possibles se repoussant les unes des autres. Quand ils appellent à la grève : méfiance ! Ce n'est que dans l'objectif d'en faire un levier pour ouvrir des négociations entreprise par entreprise et d'éteindre rapidement l'incendie de contre-feu qu'ils ont contribué à allumer.

Les prolétaires ne doivent pas se laisser enfermer dans ce jeu de dupe infernal, où leur volonté et détermination de lutte sont réduites à néant par l'action combinée des patrons-parlementaires-bonzes syndicaux.

Le chemin vers la lutte de classe indépendante peut sembler long, mais c'est la seule voie qui mènera les prolétaires à la victoire dans ses combats contre la bourgeoisie, son Etat et ses laquais syndicaux et sociaux.

- A bas les simulacres de grèves «synchronisées» !

- Pour la grève sans préavis ni limitation préalable de durée !

- Pour l'unité, la solidarité ouvrière, l'extension des luttes et les grèves de solidarité !

- Pour l'organisation indépendante des prolétaires !

- A bas les lois antigrevé ! Seule la lutte de classe brisera le carcan de ces lois !

29.08.2022

(1) «Le Temps», 4/01/2022

(2) Sur www.francetvinfo.fr

(3) Sur www.economicshelp.org

(4) Le RMT (National Union of Rail, Maritime and Transport) est le syndicat des transports publics. Son secrétaire général est Mick Lynch. Le TSSA (Transport Salaried Staffs' Association) est un syndicat des transports et de l'industrie de voyage. Son secrétaire général est Manuel Cortes.

(5) L'ASLEF (Associated Society of Locomotive Engineers and Firemen). Syndicat des conducteurs de train et transports publics. Mike Whelan en est le secrétaire général.

(6) A noter que les ports allemands de Hambourg, Bremerhaven et Wilhelmshaven se sont aussi mis en grève en août

(7) CWU (Communication Workers Union) est le syndicat des travailleurs de la communication. Dave Ward en est le secrétaire général

(8) Les contrats «zéro heure» («zero-hours contract») sont le nec plus ultra de la flexibilité du travail. Ils ont été développés au début des années 1980, en période de crise capitaliste profonde, pour pressuriser au maximum imaginable les prolétaires en les réduisant au statut de travailleur-jetable ou travailleur-kleenex. Ils signifient que les patrons ne garantissent aucune durée de travail. Par contre le travailleur doit rester en permanence à leur disposition. En Grande-Bretagne, ce contrat est aussi exploité contre les chômeurs. Depuis 2004, les chômeurs sont dans l'obligation d'accepter ce type de contrat sous peine de suspension de leur prestation. Bien souvent d'ailleurs les patrons interrompent rapidement lesdits contrats puisqu'ils ne sont intéressés qu'à la prime de 1500 £ versée par la caisse chômage (Job Center) pour l'embauche d'un chômeur de longue durée.

(9) Dans cet article nous parlons de grèves «synchronisées» pour reprendre la terminologie du RMT. Ce type de grève s'apparente à celle des cheminots en France au printemps 2018, qui sera appelée «grève en pointillé» ou «grève intermittente». L'effet démoralisateur de ce type de grève n'est donc plus à démontrer.

(10) Sur <https://ukdaily.news>

(11) Un «ministre fantôme» appartient au très officiel «gouvernement fantôme» (Shadow Cabinet) de l'opposition parlementaire, dont les ministères «fantômes» sont une copie miroir de ceux du gouvernement en fonction du Royaume. Chaque «ministre fantôme» de l'opposition est chargé de suivre la politique et les dossiers de son homologue qui exerce le pouvoir.

(12) Sur www.theguardian.com

Grève sur les plateformes norvégiennes en mer du Nord

Après le diktat de la concorde nationale contre l'ennemi Covid, la lutte prolétarienne ne doit pas se soumettre encore au chantage de la crise et de la guerre impérialiste

Le 5 juillet dernier éclatait une grève d'une partie du personnel des plateformes gazières et pétrolières de la mer du Nord. Les travailleurs en lutte sont des cadres assurant des fonctions de responsables dans le contrôle de la production et un arrêt de leur part signifie aussi l'interruption de l'activité sur les plateformes concernées

par la lutte (1). Leurs revendications concernent le rattrapage salarial. Comme d'habitude pour toute grève gênante pour la bourgeoisie, le peu d'information ne nous permet pas de décortiquer tout le fonctionnement de cette lutte. Mais aussi brève qu'elle fût, un sel jour celui du 5 juillet, elle s'est déroulée dans un contexte in-

Grève sur les plateformes ...

ternational de guerre économique et militaire où les Etats bourgeois ne tolèrent des prolétaires que leur soumission et leur embrigadement au service du capitalisme. Il y a donc des leçons à tirer de ce point de vue.

Rappelons ce contexte. Avec la guerre impérialiste sur le champ de bataille Ukrainien et la guerre parallèle et simultanée de représailles économiques que se livrent les deux blocs belligérants, les matières énergétiques et premières sont devenues une arme de destruction économiques et financière. Répondant aux coups de canons des sanctions économiques de l'Ouest, la Russie a riposté par d'autres missiles économiques pour éviter notamment l'effondrement du rouble et pour bénéficier aujourd'hui des prix super élevés du gaz et du pétrole.

Avec ces matières énergétiques, la Russie détient par ailleurs une arme absolue de chantage contre les pays de l'Europe. En exigeant le paiement du gaz et du pétrole en roubles et non plus en dollars, sous peine de fermer les robinets, la Russie a réussi non seulement à consolider sa monnaie et augmenter le prix du gaz, mais aussi à son tour à affaiblir **économiquement et socialement** l'impérialisme européen adverse. L'inflation vient frapper de plein fouet la classe ouvrière qui n'avait déjà plus de réserve après la crise Covid-19 et qui aujourd'hui peut potentiellement faire exploser la paix sociale en dehors de tout contrôle des forces politiques, syndicales et sociales destinées à cette fonction de contrôle. L'ennemi économique et militaire est connu, la Russie. L'ennemi social intérieur est lui aussi connu, le prolétariat. Il fait trembler toutes les démocraties européennes qui se pressent un peu plus encore pour mettre en place leur cordon de sécurité d'associations, syndicats et partis réformistes, mais aussi qui renforcent de manière permanente leur cordon de sécurité et surveillance policière. En particulier en France en ce moment du jeu parlementaire dans le nouveau parlement, le thème de l'appel à la concordance nationale va faire partie de tous les débats.

Pour des pays comme la Lettonie, la République Tchèque, la Finlande, la Hongrie et l'Estonie, l'importation de gaz russe, plus critique en approvisionnement que le pétrole, représente de 93 % à 100% de leurs besoins sur cette énergie. Quant à l'Allemagne, dont l'économie tire toute l'Europe et dont une crise profonde entraînerait par effet domino tous les autres pays européens dans la débâcle totale, elle dépend à hauteur de 66 % de la Russie pour ses approvisionnements en gaz. Les autres fournisseurs de gaz pour

l'Europe sont la Norvège pour 20 % à 25 %, l'Algérie pour 12 %, le Royaume-Uni pour 6 %, ensuite Les Etats-Unis et le Qatar, chacun pour 5 %. Se justifiant du refus de paiement en roubles ou pour d'autres raisons, la Russie a donc fermé ou réduit le robinet pour bon nombre de pays d'Europe : la Pologne, la Bulgarie, la Finlande, les Pays-Bas, le Danemark, la France. L'Italie a subi une réduction de moitié de ses livraisons et Gazprom réduit de 60% ses livraisons de gaz par le gazoduc Nord Stream 1 vers l'Allemagne. La dépendance en pétrole de l'Europe vis-à-vis de la Russie est de 25 %, et même si les solutions alternatives de fourniture sont plus faciles à trouver que pour le gaz, elle ne se réalisent que par l'achat d'un pétrole brut dont les prix crèvent tous les plafonds connus, alimentant encore plus l'inflation.

Quels que soient les propos rassurants que tiennent devant les caméras tous les responsables politiques bourgeois d'Europe, la crise est profonde et ses répercussions sociales imprévisibles les angoissent plus qu'ils ne le montrent. Les pays amis ou « neutres » producteurs de gaz ou de pétrole sont donc priés fermement de compenser les coupures de gaz russe par une augmentation maximale de leur production et quelles qu'en soient les conséquences pour les prolétaires au front de cette production. La Norvège est ciblée tout particulièrement, il en va de la survie économique et de l'équilibre social en Europe. La bourgeoisie tremble à l'idée que des entreprises, privées de gaz ou de pétrole ou incapables d'absorber les augmentations des prix, doivent un jour fermer leurs portes, que le chauffage des immeubles ne soit plus assuré, que les travailleurs ne puissent plus se déplacer vers leur lieu de travail, bref que la pagaille s'installe. La peur de la bourgeoisie c'est plus que jamais le spectre de la lutte de classe qui surgit toujours au pire des moments, celui où les amortisseurs sociaux, économiques et politiques se frottent sur l'écueil de la crise capitaliste avec comme fond de toile la guerre impérialiste, localisée géographiquement pour l'instant, mais qui pourrait s'étendre au-delà de l'Ukraine si tel devenait l'intérêt de l'impérialisme de l'Est ou de l'Ouest.

Dans ces moments de violentes tensions et d'affrontements guerriers des blocs impérialistes, la bourgeoisie a besoin de la plus parfaite cohésion sociale et collaboration des prolétaires aux efforts de guerre économique et militaire. Quand elle n'y arrive pas par la soumission consentie et « responsable » des prolétaires, elle utilise une coercition et une contrainte qui vont des moyens fournis par l'arsenal des lois démocratiques pour confiner les luttes et l'agitation sociale sur le ter-

rain du « dialogue social » juridiquement obligatoire et forcé, à ceux de la brutalité judiciaire, physique et armée clairement assumée.

C'est une sorte de « bataille du charbon » (2), qui s'engage aujourd'hui en Europe pour que le prolétariat accepte son état d'esclavage dans l'exploitation capitaliste et qu'il se livre corps et âme aux sacrifices qu'impose la crise capitaliste économique et guerrière. Le charbon aujourd'hui c'est le gaz et le pétrole, et la bourgeoisie en Europe compte sur les prolétaires de Norvège qui travaillent sur les plateformes de la mer du Nord, pour relever ce défi de la production dans ces nouveaux temps de guerre. Alors, pas de grève ! En 2022 comme en 1945-1948 !

Mais en juillet, l'horizon du consensus et sacrifice social s'est subitement assombri sur les plateformes pétrolières et gazières de la mer du Nord avec la grève sur les plateformes de la société

(Suite en page 12)

« Il Comunista »

N° 173 Aprile-Giugno 2022

Nell'interno

- Il partito di classe lavora nell'oggi per la rivoluzione di domani
- Proletariato e guerra imperialista
- Ucraina. Una guerra che continua a preparare il terreno a future guerre in Europa e nel mondo
- La Fiat - oggi Stellantis - in Serbia attua misure antioperaie che poi adotterà in Polonia, in Slovacchia, in Italia e in Germania
- Nella continuità del lavoro collettivo di partito guidato dalla bussola marxista nella preparazione del partito comunista rivoluzionario di domani (Rapporti alla riunione generale di Milano del 14-15 maggio 2022)
- L'economia globale nel 2022: dalla speranza per i nuovi «ruggenti anni Venti» alla paura della «stagflazione»
- Miraggi e realtà indo-pacifici
- Corre l'inflazione e i prezzi salgono
- Come sempre, per le sue guerre sporche, la borghesia utilizza anche i mercenari
- Partito Comunista d'Italia (sezione dell'Internazionale Comunista). II Congresso, 20-24 marzo 1922. Tesi di Roma: Tesi sulla tattica - Tesi agrarie - Tesi sindacali
- Guerra e crisi alimentare
- A proposito del proletariato come «Quarto Stato»
- Mariupol: rischio di un'epidemia di colera

Giornale bimestrale - Una copia 2 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 10 €; 25 CHF; £ 7,5 - Abbonamento annuo di sostegno: 20 €; 50 CHF; £ 15

Grève sur les plateformes en mer du Nord ...

(Suite de la page 11)

té Equinor (détenue à majorité par l'Etat norvégien). Au départ, elle entraîne une petite centaine de travailleurs cadres et touche 3 plateformes, celles de Gudrun, d'Oseberg Sud et Oseberg Est. Les grévistes sont organisés au sein du grand syndicat Lederne.

A l'origine de la lutte, la question de l'inflation et de ses conséquences sur le pouvoir d'achat. La mobilisation des travailleurs commence en mai, les syndicats, dont Lederne, négocient rapidement un accord salarial avec la direction prévoyant une augmentation des salaires de 4 % à 4,5 %. Mais à ce moment l'inflation atteignait déjà 5,7 % ! A cette farce, les travailleurs syndiqués de Lederne ont réagi par un refus largement majoritaire de cet accord obligeant le syndicat à déposer un préavis de grève... pour le mardi 5 juillet.

Trois plateformes, représentant 1 % des exportations de gaz norvégiens, étaient au départ concernées par la grève annoncée. Rapidement le mouvement a été rejoint par 4 autres plateformes représentant cette fois 13 % de ces exportations. De l'aveu même des patrons le mouvement de grève ne pouvait que se répandre comme une traînée de poudre sur toutes les plateformes. L'organisation patronale Norsk Olje & Gass estimait le choc de la grève à 56 % des exportations de gaz si elle devait s'élargir d'une plateforme à l'autre et se prolonger jusqu'à la fin de la semaine.

Les médias ne se sont pas trop attardés sur l'historique et les raisons de la grève, par contre ils se sont tous fait l'écho des terribles inquiétudes bourgeoises sur ses conséquences économiques et stratégiques. La seule perspective de cette grève, avant même qu'elle ne démarre, a secoué toutes les strates dirigeantes de l'Etat norvégien mais aussi des Etats clients, en particulier la Grande Bretagne dont la Norvège fournit 42% des besoins intérieurs et qui en réexporte une grande quantité vers la Belgique et les Pays-Bas, et la France dont 40% du gaz consommé vient de ce pays. faisant certainement chauffer les téléphones entre les uns et les autres de ces dirigeants.

Confronté au risque de perdre de très colossaux profits, confronté aussi à une situation où l'Etat norvégien se démontrait incapable de tenir ses engagements d'effort de guerre pour la production à destination des pays d'Europe, le gouvernement social-démocrate norvégien, prévenu 2 mois à l'avance, n'a pas perdu de temps: le mardi

soir 5 juillet, le premier et seul jour de la grève, il a placé les grévistes sous le coup d'une loi les obligeant sous peine de sanctions légales à reprendre le travail et à s'en remettre à une instance « indépendante », mais bien officielle de la collaboration de classe, pour « gérer » la suite du conflit.

Le ministre du travail du gouvernement « de gauche », Marte Mjos Persen, déclarera : « *L'aggravation annoncée du mouvement est très inquiétante dans la situation actuelle, avec la crise de l'énergie et la situation géopolitique, il y a une guerre en Europe* », mais aussi « *Lorsque le conflit peut avoir des conséquences sociales aussi importantes pour l'ensemble de l'Europe, je n'ai pas d'autre choix que d'intervenir dans le conflit* ». Il exprimait ainsi combien la question sociale est primordiale aujourd'hui pour la bourgeoisie et combien le danger d'explosion sociale la taraude.

Autre citation éclairant la méthode d'encadrement juridique du prolétariat en Norvège, comme dans les pays nordiques en général, celle de Maria Schumacher Walberg, ministre déléguée : « *Conformément au processus de résolution des conflits salariaux en Norvège, il est de la responsabilité des partenaires sociaux de trouver une solution à tout conflit* ». Le syndicat, appartenant à la grande Confédération LO (Landesorganisasjonen) qui est un soutien indéfectible des sociaux-démocrates (New Labour), a obéi sans rechigner.

Nous ne connaissons évidemment pas toute les conditions réelles et l'histoire de cette courte grève des cadres offshore de Norvège, et sommes bien incapables d'en tirer toutes les leçons avec assurance.

Sauf une : celle qui fait de cette grève sur le sujet de la résistance au consensus national, un exemple pour tous les prolétaires qui subissent les puissantes et incessantes pressions du capitalisme pour leur faire payer la crise, en particulier par le moyen de l'embrièvement et l'identification idéologique consistant à se sacrifier pour la « bonne cause » de la « juste guerre » et du « juste camp ». Le discours bourgeois de la guerre des démocraties contre la barbarie de la Russie en Ukraine, masque la vraie nature impérialiste de la guerre et l'entière responsabilité dans son déclenchement de la société capitaliste qui exacerbe les antagonismes des Etats bourgeois jusqu'à les résoudre par la guerre plutôt que par des négociations diplomatiques et économiques d'apparence pacifique, mais devenues stériles et incapables de trancher les questions des rapports de force économiques. Les prolétaires ne doivent pas tomber dans le piège idéologique que lui tend la bourgeoisie.

Refuser de participer à la paix so-

cial, ne pas se soumettre aux diktats productivistes d'une économie entrée en guerre, mais au contraire affirmer et se battre avec ses armes et son indépendance de classe pour se défendre contre les conditions de vie qui se dégradent, en particulier contre l'érosion brutale des salaires face à l'inflation, utiliser en toute circonstance l'arme de la grève, refuser tous les chantages à la trahison de la « bonne cause » et à « l'irresponsabilité », et finalement montrer que les intérêts des prolétaires ne sont pas solubles dans ceux du capitalisme et qu'il n'y a aucune convergence entre eux : voilà la leçon que l'on peut assurément tirer.

11/07/2022

(1) Audun Ingvarsen, dirigeant de Lederne : « *Nos membres sont des personnes clés qui contrôlent la production, donc lorsqu'ils se mettent en grève, il serait normal que l'employeur ferme les plateformes* ».

(2) Dès la fin de la 2ème guerre mondiale, le gouvernement de de Gaulle avait exigé un effort de production surhumain des mineurs de France pour permettre la reconstruction du pays. En 1945, Thorez, secrétaire général du PCF et ministre de ce gouvernement, déclara à l'adresse des mineurs : « *Produire, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée du devoir de classe, du devoir des français* ». Poussés par ces discours chauvins, les mineurs donnèrent leur vie pour assurer, contre quelques avantages salariaux, le tonnage de charbon exigé. Une fois le résultat de production atteint, tous leurs avantages salariaux et sociaux furent balayés sans pitié ni remords et ce fut pour eux le retour aux conditions matérielles du passé. En 1948 la grève de 200 000 mineurs qui en résulta dura 54 jours et fut féroce réprimée : 6 morts, 1342 condamnations à la prison et 3000 licenciements.

Soutenez la presse internationale du parti ! Souscrivez !

- « **le prolétaire** » Journal bimestriel
- « **Programme comuniste** » : Revue théorique en français
- « **il comunista** » : Journal bimestriel en italien
- « **el programa comunista** » : Revue théorique en espagnol
- « **Suplemento Venezuela** » al « programa comunista »
- « **el proletario** » : Journal en espagnol
- « **Proletarian** » : Supplément en anglais au « prolétaire »
- « **Communist Program** » : Revue théorique en anglais.

Négarion du droit à l'avortement aux Etats-Unis

L'abolition du droit fédéral à l'avortement aux États-Unis par la Cour suprême a semé le trouble dans le monde occidental. Des partis les plus ouvertement sociaux-démocrates et parlementaires aux partis d'opposition auto-proclamés « marxistes », des cris d'indignation ont été lancés contre cet affront aux droits humains, affront apparemment rendu encore plus grave par le fait que c'est un pays « avancé » qui l'a mis en œuvre. De notre côté, nous affirmons plutôt que c'est une confirmation de nos thèses sur la démocratie et sur la prétendue « civilisation » de la société bourgeoise d'aujourd'hui. Mais pour traiter la question d'une manière plus approfondie, il faut rappeler brièvement l'histoire du droit à l'avortement aux USA.

Dans ce pays, il a été institutionnalisé au niveau fédéral par l'arrêt « Roe versus Wade » en 1973. Avant cette décision, l'avortement était réglementé par les lois de chaque État indépendamment, ce qui le rendait illégal dans tous les cas pour un grand nombre d'États (au moins 30), compte tenu des choix des administrations locales de tendance conservatrice et chrétienne. Le cas de Jane Roe, pseudonyme de Norma McCorvey, a été particulièrement important dans le développement du droit aux États-Unis. Cette femme, née et vivant dans le dit « sud profond », mariée à l'âge de 16 ans, a été incitée à poursuivre l'État du Texas pour sa législation anti-avortement alors qu'elle attendait son troisième enfant. L'avocat de la défense de l'État était Wade, qui a donné son nom à l'affaire. La Cour suprême des États-Unis, interpellée dans le débat après 3 ans de procès, a fait valoir que la Constitution américaine (en particulier le 14^e amendement) devait garantir la limitation de l'ingérence étatique sur les individus, y compris dans le cas d'avortement.

Cette décision a été capitale, forçant un grand nombre d'États à modifier leurs lois sur l'avortement et ouvrant directement la voie à une loi fédérale sur le sujet. Dans cette histoire, il faut noter que, bien qu'il y ait évidemment eu des pressions sociales évidentes, la sentence a été une décision essentiellement juridique décidée par un petit cercle de bureaucrates ; il faut donc comprendre cette libéralisation comme un processus (comme cela arrive souvent dans le système capitaliste moderne) de limitation des frictions de classe par des concessions pour alléger des difficultés de la vie des prolétaires.

Si nous prenons le cas italien il faut rappeler que les grandes luttes, instrumentalisées par différents courants bourgeois ont débouché sur une loi

tout sauf satisfaisante ; d'autre part le nombre de médecins objecteurs de conscience est très élevé, affaiblissant la possibilité pour les jeunes prolétaires d'accéder à l'avortement avec sécurité et discrétion. La pression des familles réactionnaires et les difficultés d'accès à ce service, accroissent encore les problèmes créés par les limites de la législation : la question n'est donc pas close dans ce pays. En France même, les difficultés sont réelles, surtout pour les mineures. Comme nous l'écrivions alors : « *seul un pouvoir dictatorial de la classe ouvrière pourra imposer aux intérêts aujourd'hui dominants de ne plus l'être* » (1).

Aux États-Unis la décision de la Cour suprême a donc annulé l'arrêt Roe v. Wade, provoquant un recul législatif de près de 50 ans. Et tandis que le trumpisme se réjouit du grand résultat obtenu, la controverse des démocrates sur la question a commencé, dans un débat sans fin digne des pires universités de théologie du Moyen Âge.

Qui paye ces manœuvres politiques sans scrupules? Quelle question! Ce sont les 40 millions de femmes en âge de procréer qui vivent aujourd'hui dans des États anti-avortement (représentant 58% de celles vivant aux États-Unis, comme le rappelle le *Center for Reproductive Rights*), et essentiellement les femmes prolétaires. Une fois de plus, une question concernant d'abord et avant tout les conditions des femmes prolétaires devient un prétexte pour accroître la puissance des institutions démocratiques bourgeoises, en alimentant une polémique entre des forces qui ne pourront jamais résoudre les problèmes et les contradictions de ce système.

En effet, cette sentence est une fois de plus la preuve de la faillite du système démocratique, dans la mesure où il n'est qu'un instrument de la classe bourgeoise pour mener à bien ses revendications à la barbe d'une « volonté populaire » abstraite. Le prolétariat ne pourra jamais obtenir des conditions de vie véritablement humaines et un système défendant ses intérêts, si ce n'est en le forgeant par sa révolution de classe internationale : seule la dictature du prolétariat pourra en finir avec les contradictions de l'État capitaliste en éliminant les contradictions de la démocratie en même temps que la démocratie elle-même.

Alors, où doivent se situer les marxistes révolutionnaires?

Comme toujours, dans la continuité et l'invariance du marxisme. Nous avons toujours appelé à « *l'avortement totalement libre, gratuit, sécurisé et étendu aux mineures* » (2), mais pas au

nom d'un misérable humanitarisme social-démocrate. Il s'agit d'une revendication complémentaire à toutes les autres revendications pour l'amélioration de la vie des femmes prolétaires ; il est donc « *nécessaire de lutter pour défendre toutes les conditions de vie et de travail qui assaillent en premier lieu les femmes prolétariennes* » (ibid.). Il est très important que ces revendications soient comprises dans un sens fondamentalement classiste, et non comme des luttes à part : sinon c'est tomber dans la pratique réformiste bourgeoise, en abandonnant l'orientation révolutionnaire prolétarienne.

L'arrêt de la Cour suprême est sans aucun doute réactionnaire et anti prolétarien, car il ne frappe pas seulement les femmes en général, mais tout particulièrement les femmes prolétaires, puisque si les bourgeoises ne peuvent pas avorter là où elles vivent, elles peuvent se permettre d'aller dans un autre État de l'Union ou à l'étranger, comme elles l'ont toujours fait. Pour les femmes prolétaires il ne reste que l'avortement clandestin chèrement payé, parfois de leur vie.

Le terrain contre-révolutionnaire, affirmait Marx, est dialectiquement et historiquement aussi le terrain révolutionnaire. Ainsi, le terrain de la réaction la plus odieuse, comme celle contre la dignité et le corps des femmes, deviendra dialectiquement le terrain de la reprise de la lutte des classes aux États-Unis, comme dans tout autre pays. Mais sans une orientation de classe de la question, réagir à ce jugement réactionnaire avec les méthodes habituelles et impuissantes du débat parlementaire, croire aux promesses des Démocrates et du président Biden de venir en aide aux femmes, c'est retomber dans les illusions de la démocratie bourgeoise, la légitimer pour la énième fois. Ce n'est pas le vote qui peut changer la société, mais seulement la dure lutte des classes.

A propos d'un référendum en 1981 pour l'abrogation d'une loi sur l'avortement en Italie, nous écrivions : « *Cette loi, par conséquent, ne doit pas être défendue (et aller voter, même si c'est pour voter non, la défend). Elle doit être sans aucun doute remise en cause, mais par la lutte des femmes, qu'il faut préparer par un travail d'agitation, de propagande, d'organisation, en premier lieu dans les usines, sur les lieux de travail, embrassant non pas une, mais en bloc toutes les revendications qui défendent concrètement les conditions des prolétaires, puisque c'est seulement avec leur*

(Suite en page 14)

Prolétariat et guerre impérialiste

**Pour le prolétariat de Russie et d'Ukraine, d'Europe et des Amériques, de Chine, du Japon et de tout l'Orient, d'Australie et d'Afrique, pour le prolétariat du monde entier, une seule position contre la guerre impérialiste :
Lutte de classe, avant tout contre sa propre bourgeoisie, et lutte de classe contre les bourgeoisies de tous les autres pays. Voilà ce que signifie précisément Prolétaires de tous les pays unissez-vous !**

La guerre déclenchée par la Russie contre l'Ukraine est une guerre **impérialiste** ; actuellement confinée à l'Ukraine elle retentit directement sur les pays européens. Ses caractéristiques impérialistes ont impliqué inévitablement les impérialismes occidentaux, en premier lieu les États-Unis et le Royaume-Uni et tous les pays de l'Union européenne.

Mais cette guerre a des racines plus lointaines. Il faudrait remonter à 1991-1992, à l'effondrement de l'URSS et à l'aggravation du désordre mondial au fur et à mesure des crises capitalistes qui ont secoué le monde depuis la grande crise mondiale de 1975. En l'espace de cinq ans, la Russie a ainsi perdu sa domination sur les pays d'Europe de l'Est qui représentaient pour elle ce que, dans un certain sens, les pays d'Amérique latine représentaient alors pour les États-Unis : une arrière-cour où le pays dominant dicte la loi par sa politique impérialiste et son inévitable talon de fer. Elle a également perdu le contrôle des pays du Caucase et de l'Orient soviétique. Ce qu'elle n'a pas perdu, c'est sa tendance historique à étendre sa domination aux régions voisines de son «

continent euro-asiatique ». Vers l'Europe, elle a tenté de reprendre le contrôle de la Biélorussie et de l'Ukraine ; dans le premier cas elle y a réussi, mais pas dans le second. La contre-attaque préparée par l'Union Européenne et les États-Unis (à travers l'entrée dans l'UE et l'OTAN) a réussi dans pratiquement toutes les anciennes républiques soviétiques d'Europe de l'Est. L'Ukraine devait être le grand pays avec lequel l'Occident «démocratique» fermait les frontières militaires européennes autour de l'Ours russe. La fable de la «démilitarisation» et de la «dénazification» de l'Ukraine, dont la Russie de Poutine a fait étalage pour justifier sa guerre, est la tentative grossière de faire passer une guerre de rapine pour une guerre «patriotique» de défense de la Mère patrie contre une attaque préparée par les puissances occidentales en utilisant le pion ukrainien comme pion de l'OTAN.

Que ce soit des intérêts impérialistes qui sont en jeu et que ces intérêts combinent des facteurs économiques et politico-militaires, ne fait aucun doute. Les réserves minières du Donbass, la grande fertilité des terres qui font de l'Ukraine l'un des plus grands exportateurs de blé dans le monde et la position stratégique du pays par rapport à la mer d'Azov et à la mer Noire, sont des raisons suffisantes pour expliquer que le tsarisme d'abord puis le stalinisme et la Russie impérialiste ont donc toujours cherché à dominer cette nation.

La propagande russe qui prétendait défendre la population russophone d'Ukraine contre le gouvernement Zelensky accusé de la réprimer et de vouloir l'«ukrainiser» à tout prix, est le pendant de la propagande ukrainienne d'indépendance et de la souveraineté «conquise» après l'effondrement de l'URSS et que les pro-russes de Crimée et du Donbass remettent en cause. Face au coup de force de l'annexion par Moscou de la Crimée en 2014, le gouvernement de Kiev, soutenu par les impérialistes occidentaux et incité à s'opposer économiquement, politiquement et militairement aux provinces pro-russes du Donbass qui revendiquaient leur autonomie, s'est employé à accélérer son rapprochement à l'Union Européenne et à l'OTAN.

La confrontation ne pouvait que s'aggraver. Au cours des 8 années qui

se sont écoulées depuis l'annexion de la Crimée à la Russie, les tensions entre les deux pays n'ont cessé de s'accroître, jusqu'à déboucher sur la guerre. Les prolétaires russes et les prolétaires ukrainiens ont fait l'objet d'une propagande préparant des deux côtés la guerre, comme le démontre le fait que durant cette période, le gouvernement de Kiev était en train de s'armer grâce à la contribution substantielle surtout des États-Unis, mais aussi de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie. De 2014 à 2021, les États-Unis ont accordé au gouvernement de Kiev plus de 4,6 milliards de dollars, dont 2,5 milliards d'armements (1).

Mais les armements occidentaux ne se sont pas contentés de suivre la route de Kiev. Malgré les grandes déclarations de paix et les sanctions annoncées contre la Russie pour avoir «porté atteinte à la souveraineté nationale ukrainienne» en annexant la Crimée, entre 2015 et 2020 pas moins de 10 pays (France, Allemagne, Italie, Autriche, Bulgarie, République tchèque, Croatie, Finlande, Slovaquie et Espagne) ont exporté pour 346 millions d'euros d'armes vers la Russie, la France se taillant la part du lion avec 152 millions d'euros, suivie de près par l'Allemagne avec 121,8 millions d'euros. Mais l'Italie n'était pas en reste ; le gouvernement Renzi a vendu en 2015 des véhicules blindés terrestres à la Russie pour 25 millions d'euros, et en 2021, le gouvernement Draghi, lui a encore vendu des armes et des munitions pour 22 millions d'euros. Tant pis pour la paix proclamée aux quatre vents et les sanctions contre l'agresseur russe : Les affaires sont les affaires!

Les gouvernements bourgeois, d'Europe, d'Amérique ou de tout autre pays, montrent pour la énième fois que tous les discours sur la paix, sur les valeurs de la démocratie à défendre, n'ont qu'un seul grand but, travestir la vraie nature du pouvoir bourgeois, la vraie nature du capitalisme sur lequel la bourgeoisie a édifié sa puissance : **le profit et la domination impérialiste sur les nations les plus faibles**. Et pour ces objectifs, ils n'hésitent pas à jeter de l'huile sur le feu, vendant des armes de toutes sortes aux deux pays belligérants. Dans tous les cas, le perdant n'est pas le capital, ce n'est pas le système capitaliste ; ce sont les masses

Négation du droit à l'avortement aux Etats-Unis

(Suite de la page 13)

contribution fondamentale que pourra être effectuée la défense des femmes en général ».

Nous ne nous associons donc pas aux cris d'indignation des démocrates américains, européens, asiatiques ou africains, car depuis près de deux siècles, notre cri est toujours le même: **prolétaires de tous les pays, unissez-vous!** Au nom de cette devise, préparons le réveil mondial de la classe ouvrière.

Femmes prolétaires ! Organisez-vous pour conquérir un véritable droit à l'avortement !

Travailleuses et travailleurs, unissez-vous pour la reprise de la lutte des classes !

Vive la révolution sociale internationale !

prolétariennes, les populations civiles massacrées sous les bombardements, obligées de fuir comme des animaux apeurés ; des populations qui, en essayant de se réfugier dans des lieux et des pays où il n'y a pas de guerre, finissent toujours sous la coupe des mêmes brigands impérialistes qui ont stimulé et préparé la guerre.

Les prolétaires européens, directement impliqués dans la guerre russo-ukrainienne, vers qui se tournent tous les gouvernements pour les engager à endurer les sacrifices économiques et sociaux nécessaires pour aider l'Ukraine dans sa « guerre de défense », n'ont **aucun intérêt en commun** avec les bourgeoisies dominantes respectives qui, même à travers cette guerre, essayent, d'une part, de faire le plus d'affaires possible et de maintenir la reprise économique mise en danger par la guerre elle-même, en faisant peser le plus lourd fardeau du manque d'exportations sur les conditions de vie et de travail des prolétaires ; et d'autre part, essayent de lier encore plus leurs prolétariats à la collaboration de classe, nécessaire aux profits en temps de paix, mais encore plus indispensable en temps de guerre ; car lorsque viendra « l'appel aux armes », la bourgeoisie de tous les pays voudra avoir une organisation disciplinée, un prolétariat prêt à répondre aux besoins du capitalisme national en lutte avec les autres capitalismes nationaux concurrents.

L'intérêt historique des prolétaires est de se libérer de l'exploitation à laquelle ils sont soumis dans la société bourgeoise, de s'émanciper de l'esclavage salarié qui les oblige à se nourrir uniquement à condition de se soumettre à la production et aux rapports sociaux bourgeois et qui les contraint se transformer en chair à canon chaque fois que la classe dirigeante entre en conflit armé avec des bourgeoisies étrangères. Cet intérêt historique, qui repose sur l'antagonisme de classe inhérent à la société capitaliste, devient la tâche qu'ont les prolétaires de tous les pays de révolutionner de fond en comble toute la société du capital.

La lutte pour vivre, ou plutôt pour survivre, que tout prolétaire est contraint de mener tout au long de sa vie sous la domination de la bourgeoisie, devient une **lutte de classe**, c'est-à-dire une lutte de tous les prolétaires en tant que salariés, quels que soient leur âge, leur sexe, de nationalité ou de profession, pour que le système économique et social qui les place dès leur naissance en position de classe soumise, de classe exploitée, de classe dominée, soit définitivement détruit pour laisser la place à un système économique et social dans lequel il n'y a plus classes dominantes et classe dominée, exploitation de l'homme par l'homme, donc

antagonisme entre les classes, concurrence et guerres.

Cet objectif n'est pas une utopie, ce n'est pas un fantôme coupé de la réalité, pour la simple raison qu'il sera, à travers une révolution sociale, la résultante historique de la réalité capitaliste et de la société bourgeoise édiflée sur lui.

Le travail salarié est la caractéristique typique de la société bourgeoise, du capitalisme. Il n'existait pas avant la société bourgeoise, et il n'existera plus après la fin de celle-ci. Le travail associé et l'application de la science à la production avec ses révolutions techniques continues, donc la grande industrie, et l'universalisation des communications et des relations entre les différents pays du monde, constitueront la contribution fondamentale de la société actuelle à sa transformation en une société sans classes, sans valeurs d'échange, sans monnaie et sans concurrence commerciale; dans une société où il n'y aura plus de gaspillage, de productions nocives, de pollutions et de conflits entre pays et peuples parce que les **bases économiques** du gaspillage, des productions nocives, pollutions et des conflits entre pays et peuples auront été supprimées et remplacées par des bases économiques vouées à satisfaire ni les marchés, ni les capitaux, ni les bourses, ni les profits capitalistes dont ne bénéficie qu'une infime minorité de bourgeois au détriment de la vie des grandes masses du monde, mais les besoins vitaux des milliards de personnes qui habitent la planète.

Objectif historique grandiose, sans aucun doute; mais que seule la classe prolétarienne, véritable classe productrice de toutes les richesses de la société, pourra réaliser. Pour atteindre ce grand but, le prolétariat doit le faire sien, le ressentir comme une nécessité vitale ; et pour cela le prolétariat doit lutter contre les ennemis qui l'empêchent d'emprunter cette voie, il doit se préparer à la lutte classiste, s'entraîner à lutter avec ses frères de classe, avec les prolétaires de tous âges, de toutes nationalités, hommes et femmes, pour acquérir une expérience directe en utilisant les moyens et les méthodes classistes de lutte (c'est-à-dire permettant la défense exclusive des intérêts prolétariens immédiats et généraux) afin de se reconnaître comme partie d'une seule grande armée internationale et de reconnaître ses ennemis de classe : pas seulement les capitalistes, les propriétaires de la terre, des produits, de l'argent, du pouvoir politique, mais aussi les opportunistes, ceux qui se font passer pour les représentants des travailleurs, mais qui jouent en réalité le rôle de fossoyeurs de la lutte prolétarienne, de saboteurs de la lutte prolétarienne, qui nient l'indépendance de classe et soutiennent la collaboration des classes. Les ensei-

gnements de l'histoire dans ces domaines sont nombreux et font partie du bagage théorique et politique du seul véritable représentant des intérêts historiques du prolétariat sous tous les cieux : le **parti de classe**, le parti marxiste révolutionnaire, qui ne se laisse pas duper par la démocratie, ni tromper par la perspective d'un prétendu partage « plus équitable » des richesses sociales, et encore moins par cette petite dose de pitié et de bonté qui devrait exister au cœur de tout bourgeois, de tout capitaliste, de tout fauteur de guerre.

De même qu'est venu le moment pour la classe bourgeoise, dans sa lutte contre la noblesse aristocratique, contre le clergé et contre la monarchie, de renverser leur pouvoir et de les remplacer aux commandes de la société, accroissant le développement de la nouvelle économie capitaliste contre l'ancienne économie féodale et isolationniste; de même le moment viendra pour la classe prolétarienne, dans sa lutte contre toute oppression bourgeoise, contre toute oppression capitaliste économique et sociale, de renverser le pouvoir de la classe bourgeoise en tant que dernière classe représentative de la préhistoire de l'humanité, c'est-à-dire pour dire la dernière des sociétés divisées en classes opposées que l'humanité a connues au cours de son histoire millénaire.

Or, pour lutter contre les guerres bourgeoises, qui depuis plus de cent ans ne sont que des guerres de brigandage et d'impérialisme, ou les prolétaires parviennent à réagir contre la domination jusque-là incontestée des bourgeoisies impérialistes, ou ils sont condamnés à subir guerre après guerre, paix après paix, les conséquences de plus en plus tragiques des inévitables crises du capitalisme. La guerre bourgeoise ne résout pas la crise économique et politique qui l'a déclenchée, en la surmontant une fois pour toutes. La guerre bourgeoise se produit parce que la crise de surproduction, qui est caractéristique du développement du capitalisme et qui, dans la période historique de l'impérialisme devient de plus en plus profonde et aiguë, tente de faire revenir les conditions de concurrence entre États et entre concentrations monopolistes dans la situation précédente, à une situation où l'économie capitaliste se développe au lieu de se bloquer et de reculer. Mais c'est le système capitaliste lui-même, de par les caractéristiques de son économie fondée sur la propriété privée et sur l'appropriation privée de la richesse sociale produite, donc sur un système de concurrence de plus en plus forte et acharnée, qui, tout en surmontant momentanément le point le plus critique de crise de surproduction, engen-

(Suite en page 16)

Prolétariat et guerre impérialiste ...

(Suite de la page 15)

dre à nouveau des facteurs de crise encore plus graves et de plus grande ampleur. C'est l'histoire de toutes les crises capitalistes qui se sont produites jusqu'à présent.

La bourgeoisie ne pourrait pas surmonter les moments les plus critiques de ses crises, si elle n'avait pas le prolétariat à ses côtés, si les salariés - précisément parce qu'ils représentent la source de la valorisation du capital, donc du profit - ne collaboraient pas, en « faisant leur part », c'est-à-dire en se sacrifiant à l'extrême, dans la précarité, le chômage, la misère, la mort au travail et à la guerre.

Par conséquent, si d'une part la collaboration des classes est la force de la bourgeoisie pour surmonter ses crises, c'est en même temps sa faiblesse sur laquelle le prolétariat peut et doit agir par sa lutte.

Sans une lutte sérieuse, ouverte et étendue contre la collaboration des classes, le prolétariat ne pourra jamais s'engager sur la voie de l'émancipation du capitalisme ; il restera sera toujours soumis aux exigences du capital, des marchés, du profit, et sera à chaque fois massacré uniquement et exclusivement pour le plus grand bien de la bourgeoisie.

La guerre russo-ukrainienne prouve une fois de plus que c'est précisément là le point crucial qui met le prolétariat dans la pire des situations : il se laisse massacrer sans avoir la force de réagir de manière indépendante, au seul profit des capitalistes de l'un ou l'autre front.

Contre la guerre impérialiste, pour la reprise de la lutte de classe indépendante du prolétariat!

Contre la collaboration de classe, surtout avec sa propre bourgeoisie nationale ! Contre tout nationalisme !

Pour la réorganisation de classe et indépendante des prolétaires au-dessus des divisions de race, de nation, de sexe, d'âge, de profession !

Pour la révolution antibourgeoise et anticapitaliste !

6/06/2022

(1) cf « Le sens du soutien militaire américain à l'Ukraine », <https://www.geopolitica.info/supporto-militare-americano-ucraina/>, 21/01/2022.

(2) cf « Embargo pour qui ? Depuis des années des armes "interdites" pour la Russie », *Il fatto quotidiano*, 17/03/2022.

Paix sociale et guerre impérialiste (fin)

(« programme communiste », n° 11, avril-juin 1960)

La première partie de cet article est parue dans le journal précédent, n° 544.

* * *

La guerre de 1914-18 était donc une guerre impérialiste: le capitalisme allemand, venu trop tard dans l'arène internationale **pour avoir des colonies**, convoitait celle de ses voisins; l'Angleterre voyait en lui un dangereux rival qui s'infiltrait jusque dans ses propres marchés et qu'il fallait abattre; la France, quoiqu'en partie guérie de sa soif revancharde d'après 1870, avait littéralement poussé à la guerre cet édifice chancelant du tsarisme qui lui était redevable de 10 milliards de franc-or et ne pouvait se libérer de cette dette qu'en vivant les dépouilles de l'Empire Ottoman menacé de ruine.

Mais en fut-il autrement de la guerre de 1939-45? Il n'est pourtant pas difficile d'y reconnaître d'identiques causes économiques, les seules qui comptent dans le système de production basé sur la recherche du profit. Entre vainqueurs et vaincus de la première guerre mondiale, le traité de Versailles avait consigné un «partage du monde» qui, par ses exactions et ses absurdités, constituait un véritable défi à toute perspective de pause durable entre les impérialismes exacerbés. Tout comme celle de Guillaume II, l'Allemagne de Hitler étouffait dans son cadre national et réclamait son «espace vital». Pour l'isoler et la maîtriser, la France et l'Angleterre avaient tissé autour d'elle un réseau d'alliances qui les entraînait inéluctablement à défendre les frontières des Etats limitrophes du Troisième Reich dès lors que celui-ci, pour satisfaire son besoin d'expansion économique comme pour sauvegarder sa stabilité sociale, n'hésiterait plus à violer les clauses du traité de 1918. Cette occasion survint à propos de la situation des «sudètes», minorité allemande en Tchécoslovaquie. Mais ce n'était là qu'un prétexte: on assistait depuis vingt ans à un alignement politique et militaire qui ne laissait aucun doute sur les intentions des coalitions en présence dont les Etats, également lancés, quoiqu'à des niveaux différents, dans l'armement et la production de guerre, également résolus, quoiqu'à des titres opposés - les uns voulant **conserver**, les autres **conquérir** - à jeter les masses sociales dans un second carna-

ge mondial, s'apprétaient à affronter une nouvelle répartition du monde entre impérialismes repus et impérialismes affamés.

Une telle solution des contradictions capitalistes n'était possible, une fois encore, que grâce au concours des partis «ouvriers» traîtres à la révolution et au socialisme; et, de nouveau, elle devait masquer ses causes réelles et ses objectifs véritables sous un puissant prétexte idéologique. On avait dit de la première guerre mondiale qu'elle était celle du droit et de la civilisation contre le militarisme prussien. La seconde fut justifiée comme défense de la liberté et de la démocratie contre le fascisme. Mais avant d'éventer cet argument aussi faux qu'efficace, nous devons rappeler que ce caractère impérialiste de la guerre de 1939-45 fut reconnu, au moins un temps, par ceux-là même qui devaient devenir les nouveaux «jusqu'aboutistes»: les faux communistes des partis dirigés par Moscou.

En effet, bien qu'il fût devenu, depuis le Front Populaire de 1936, l'artisan le plus résolu d'une politique nationale de fermeté et d'armement contre la «menace hitlérienne», bien qu'il ait utilisé toute son influence sur les masses ouvrières pour les inciter à sacrifier à cette politique toutes leurs revendications immédiates, le parti staliniste n'hésita pas, en septembre 1939, à dénoncer le conflit qui venait d'éclater comme une machinerie de la City de Londres visant, par-delà l'Allemagne d'Hitler, la Russie des Soviets. Il conserva cette attitude aussi longtemps que la Russie eut partie liée avec Hitler pour le partage de la Pologne et ne l'abandonna que lorsque ce dernier, se retournant contre son allié, lança ses Panzerdivisions dans la grande plaine russe. Pour les «communistes» aux ordres de Moscou il ne fit pas l'ombre d'un doute, que la guerre redevenait alors une guerre «juste» et légitime et que le plus impérieux devoir des prolétaires était de donner leur vie pour une nouvelle défense de la civilisation, cette fois contre la «barbarie nazie».

Il suffirait déjà de ce bref raccourci pour montrer que cette caractérisation de la deuxième guerre impérialiste n'a rien de commun avec les critères de Lénine que nous avons rappelés plus haut, et qu'elle fut purement et simplement calquée sur les intérêts nationaux et capitalistes des imposteurs du Kremlin.

Mais il y eut des gens, pourtant adversaires acharnés du régime de Staline et fidèles, croyaient-ils, à l'orthodoxie léniniste, qui pensèrent également que la présence d'un Etat «ouvrier» dans le conflit en modifiait toute la signification historique et sociale. En réalité, l'Etat russe avait déjà cessé d'être prolétarien: les étapes de son évolution sur la voie de la dégénérescence capitaliste se reflètent fidèlement dans la politique des partis «communistes» d'Europe, dans leurs alliances avec les partis opportunistes de la social-démocratie et avec d'authentiques partis bourgeois, tout comme dans la diplomatie russe qui, par la bouche de Staline approuvait la «défense nationale» du gouvernement Laval, et, en la personne du «délégué» Dimitrov, faisait son entrée dans la Société des Nations, la «caverne de brigands» du capitalisme, suivant Lénine. Mais dans le cas même où il eut été licite de croire que l'Etat russe, à la déclaration de guerre, n'avait pas encore entièrement consommé son involution vers la forme capitaliste, le seul fait d'adhérer au conflit et d'appeler le prolétariat mondial à la mobilisation dans un camp ou dans un autre, au lieu de l'appeler à la révolte contre sa propre bourgeoisie, suffirait, strictement suivant le schéma de Lénine, à prouver qu'il avait perdu ses derniers vestiges socialistes et prolétariens.

En effet, si nous transposons simplement Lénine, il était impossible d'aider - non plus seulement la Belgique - mais la Tchécoslovaquie, la Pologne, la France, tous pays occupés par l'armée allemande, autrement qu'en aidant les Alliés, Angleterre et Etats-Unis, notamment, à étrangler les colonies et pays qu'ils exploitaient. C'est tellement vrai que la Russie, pour pouvoir entrer dans la coalition antifasciste, dut procéder à la liquidation de l'Internationale, c'est-à-dire en consigner chaque section à sa propre bourgeoisie, enjoindre au parti hindou de cesser toute activité anti-anglaise, dissoudre le parti américain, tandis que ses adeptes français n'avaient pas attendu la guerre pour «aider à étrangler», en 1937, l'Etoile Nord-Africaine de Messali, interdite par le gouvernement de Front Populaire et calomniée comme «fasciste» par les hommes de Thorez.

Mais il reste, dira-t-on, la question des «régimes politiques» dont la guerre était l'enjeu. Le triomphe de la démocratie et la défaite du fascisme, faut-il les tenir pour rien? D'après les critères énoncés plus haut et selon lesquels une guerre ne peut être approuvée par le prolétariat que pour autant qu'elle représente une lutte contre des formes sociales rétrogrades, l'antithèse entre fascisme et

démocratie est irrecevable car il s'agit de deux formes de gouvernement également **bourgeoises** et **capitalistes**. De plus elle n'est pas **réelle**. Il est bien vrai que le mot d'ordre antifasciste doit son succès auprès des masses ouvrières à ce que le fascisme fut véritablement une réaction contre-révolutionnaire de la bourgeoisie devant la menace prolétarienne. Mais une véritable lutte ouvrière contre le fascisme ne pouvait être qu'une lutte **entre les classes** et non entre des **Etats**, tous parvenus au mode capitaliste de production, tous asservis aux desseins du capital. Effectivement, lorsque le fascisme était autre chose qu'un mot et qu'un épouvantail propre à hâter l'union sacrée, lorsque le fascisme italien ou allemand procédait à l'écrasement des organisations ouvrières et à l'extermination de leurs militants, **toutes** les bourgeoisies du monde, ouvertement ou hypocritement furent solidaires avec lui. Lorsque les gouvernements bourgeois reprurent à leur compte l'argument antifasciste développé par l'opportunisme ouvrier, ce n'était plus qu'un prétexte pour justifier la guerre impérialiste. Mais si le fascisme représente historiquement une forme politique du capitalisme, s'il extériorise les aspects profonds de la concentration économique et structurelle de ce régime, s'il se signale par l'extension inouïe de la violence sociale, de l'arbitraire policier, du contrôle de la vie privée des individus, alors il est bien sûr que c'est lui et non la démocratie qui a gagné la guerre, et que les méthodes odieuses que l'hitlérisme, non sans une certaine grandeur macabre, a généralisées, ce sont les gouvernements de la Libération qui en ont héritées au même titre que des vulgaires «surplus» américains.

Une guerre, avons-nous dit déjà, se caractérise, non par les drapeaux idéologiques qu'elle déploie, mais par ses causes objectives, toujours liées, en système de production mercantile-capitaliste, aux intérêts des classes dominantes. *«La guerre impérialiste, disait Lénine, ne cesse pas d'être impérialiste lorsque les charlatans et les pharseurs, ou les philistins petits-bourgeois lancent un "mot d'ordre sacré", mais lorsque la classe qui mène cette guerre impérialiste et lui est attachée par des millions de fils (si ce n'est de câbles) s'avère renversée en fait et remplacée au pouvoir par la classe vraiment révolutionnaire, le prolétariat. Il n'est pas d'autre moyen de s'arracher à une guerre impérialiste, de même qu'à une paix de rapine impérialiste.»*

* * *

La guerre pour la liberté et l'indé-

pendance nationale a un contenu social réel lorsque l'objectif économique qui y correspond possède également une réalité, comme ce fut le cas dans l'Europe précapitaliste, comme ce l'est encore pour les pays colonisés d'Asie ou d'Afrique. Là-bas, comme ici autrefois, liberté signifie affranchissement des vieilles servitudes et avènement des formes modernes de travail associé, unité nationale, développement du marché intérieur et accroissement des forces productives. Le caractère social d'une guerre se déduit toujours du caractère des contradictions économiques qui l'ont provoquée. Au stade du plein capitalisme ce ne sont plus les forces neuves d'un jeune système de production aux prises avec une superstructure anachronique d'Etat qui déterminent les conflits militaires entre grandes puissances, mais la concurrence entre deux groupes de monopoles au sein du même système de production. On n'en sort ou on n'y échappe, comme disait Lénine, que par une révolution. En conséquence l'alternative «guerre ou paix», à laquelle l'opportunisme ouvrier complice du capitalisme voudrait subordonner l'attitude et l'action des masses ouvrières, est donc doublement fautive. D'une part, parce que la **paix** ne peut être que le replâtrage momentané des contradictions dont l'explosion est la cause des conflits militaires, ou, en d'autres termes, parce que de la paix capitaliste, il ne peut, sans lutte de classe, sortir autre chose que la guerre impérialiste. De l'autre, parce qu'on ne peut pas «éviter la guerre», sinon par la révolution, à laquelle l'idéologie pacifiste, impliquant la paix sociale, tourne forcément le dos.

Plus le capitalisme vieillit, s'enfle, s'hypertrophie, plus sa dynamique interne est impérieuse et impitoyable, plus les risques de guerre sont grands. Plus les moyens techniques de production se développent, plus les tentatives d'entente entre Etats pour une limitation de l'application de ces moyens à la préparation belliciste sont utopiques, et plus criminelle est la propagande «ouvrière», «communiste», **qui y ajoute foi**. Contrairement à la croyance stupide selon laquelle la menace terrible de destruction atomique de l'humanité ferait reculer les chefs d'Etat, un tel paroxysme dans la recherche de la perfection quantitative et qualitative des moyens de destruction implique un accroissement énorme de la part improductive de l'économie, et de la masse de produits soustraits au marché, une place toujours plus prépondérante de la «guerre» au sein de la «paix». Le dé-

(Suite en page 18)

Paix sociale et guerre impérialiste

(Suite de la page 17)

clanchement d'un conflit sera d'autant plus prompt et terrible que la quantité de travail incorporée dans les engins de guerre et gaspillée dans les recherches à des fins destructives aura été considérable. Les marxistes ne peuvent cacher cette vérité à la classe ouvrière: si le mouvement prolétarien ne renaît pas, s'il ne trouve pas la force de disputer la direction de la société aux classes capitalistes **avant** l'éclatement de la guerre atomique, rien ne pourra arrêter celle-ci, ni les accords entre les chefs d'Etat, ni les protestations individuelles ou de masses, rien sinon la difficile reprise de la lutte pour la destruction des pouvoirs existants. Tour à tour, la propagande officielle proclame la nécessité de «s'armer» pour éviter la guerre ou l'urgence de «se mettre d'accord» pour réduire les armements afin de la conjurer. En réalité les gouvernements ne sont les maîtres ni de la guerre ni de la paix. Ils sont seulement les maîtres, avec la complicité des opportunistes, de la **paix sociale**, c'est-à-dire des di-

vers moyens qui leur permettent d'interdire au prolétariat d'imposer sa propre solution. La guerre et la paix ne sont pas des voies différentes, ce sont deux stations situées sur une même voie, celle de la conservation sociale et de la perpétuation du capitalisme que les masses sociales, comme un convoi aveugle, suivent encore docilement, trompées par leurs chefs, allant jusqu'à applaudir ceux qui les dirigent vers la sinistre destination. Les deux seules voies véritablement opposées sont celle du capitalisme et de la révolution socialiste. Elles ne sont pas parallèles et ne se côtoient jamais. Une seule fois dans l'histoire, il y eut, de l'une à l'autre, «**bifurcation**». Ce fut vers la fin de la première guerre mondiale et lors de la révolution russe. Parce que le prolétariat avait pris le pouvoir dans un grand pays, parce que le mouvement ouvrier, trahi par sa direction, pouvait se reprendre et abandonner la politique d'union sacrée dans laquelle l'opportunisme des sociaux-démocrates l'avait fourvoyé, les communistes purent lancer le mot d'ordre de

la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire. Mais aujourd'hui, alors que le mouvement communiste a sombré d'une façon plus ignominieuse encore que son prédécesseur, alors que toute la puissance coercitive, politique, idéologique des appareils d'Etat, s'en est trouvée décuplée, c'est la révolution qui devra devancer le lancement des premiers missiles téléguidés sous peine d'un long et terrible recul, non seulement du mouvement prolétarien mais de toute la société. Pour paralyser les semeurs de mort, pour immobiliser au sol les engins super-perfectionnés de destruction, pour enrayer la machine infernale que la bourgeoisie, tel l'apprenti sorcier, peut déchaîner, le prolétariat ne peut compter que sur son action propre et sur elle seule. Cette notion brutale de la seule et vraie réalité est la première condition de réveil prolétarien. Elle n'est en rien décourageante ou défaitiste car c'est d'elle que dépend le regroupement des formidables ressources d'énergie que recèlent encore les masses ouvrières. Divisées et désarmées, celles-ci n'en soupçonnent même plus l'existence, mais elles les retrouveront triomphalement lorsqu'elles auront retrouvé leur unité et leur organisation de classe.

France-cul contre Bordiga et le PC d'Italie

Au printemps dernier, France Culture, la chaîne radio culturelle de l'Etat français, a diffusé une émission intitulée «1922, quand l'extrême-gauche italienne regardait Mussolini prendre le pouvoir» (1).

Il s'agit d'une resucée de tous les poncifs imbéciles et calomnieux répandus par le mouvement stalinien et les tenants de l'antifascisme démocratique contre la Gauche communiste qui avait fondé et qui dirigeait le Parti Communiste d'Italie (PC d'I).

Au Congrès de Livourne du Parti Socialiste Italien en janvier 1921 la majorité dite «centriste» préféra s'allier à la petite minorité ouvertement réformiste plutôt que de rejoindre la Gauche qui constitua alors le Parti Communiste en tant que section de l'Internationale Communiste. Jusque-là c'était le PSI qui était officiellement la section de l'IC, mais l'incapacité de ce parti à mener une activité révolutionnaire et de classe quand éclatèrent les grandes luttes ouvrières de l'après-guerre, comme le mois d'occupation des usines, imposait d'en finir avec les équivoques et les faux semblants qui avaient fait échouer ces luttes.

D'abord saluée par les dirigeants de

l'Internationale (et condamnée comme trop à gauche par les dirigeants droitières allemands comme Paul Lévi), la façon dont avait été réalisée la scission fut bientôt regrettée: la direction de gauche du nouveau parti maintenait une position intransigeante, alors que l'Internationale, selon sa nouvelle politique de «Front unique» politique, faisait des ouvertures en direction des sociaux-démocrates dans l'espoir (qui se révéla vain) de favoriser ainsi la mobilisation ouvrière. Elle arriva quelques mois plus tard à faire pression sur le PC d'I pour qu'il entre en négociation avec le PSI en vue d'une réunification, les dirigeants de ce dernier se disant prêts à accepter les directives de l'Internationale. Les faits allaient montrer que leurs déclarations étaient factices.

Mais c'est dans cette optique que furent critiquées les Thèses de Rome sur la tactique adoptées par le PC d'I en mars 1922; ces thèses, élaborées non pas pour répondre spécifiquement à la situation italienne, mais pour définir des règles d'action valables internationalement, entraient en contradiction avec la nouvelle orientation décidée quelques mois auparavant par le Comité exécutif de l'Internationale.

En citant ce texte, le journaliste de France-cul écrit que «l'extrême-gauche s'est déshonorée en négligeant le péril fasciste - voire en s'en accommodant», car les Thèses ne consacrent que quelques lignes au péril fasciste, le PSI étant considéré comme «le premier adversaire»: «Toute l'année qui précède la Marche sur Rome est centrée sur cet affrontement-là [avec le PSI-NdlR], plutôt qu'un front commun face au fascisme en train de marcher». «Ni Antonio Gramsci, ni Amadeo Bordiga, qui dirigeait encore le PCI en ce temps-là, n'auront appelé à une grève générale dont l'objet même aurait été d'interrompre la Marche sur Rome [de Mussolini-NdlR]. Pas plus qu'il n'y aura, par exemple, de manifestation monstre pour inverser le rapport de force» (2).

Et elle donne comme exemple de ce qu'il aurait fallu faire, les manifestations et grèves qui répondirent aux manifestations d'extrême droite de février 1934 à Paris, et amorcèrent l'alliance entre le PCF et le PS qui déboucha sur le Front Populaire.

Rappelons les faits qui ignorent complètement l'émission de France-cul.

Dès les premiers jours de son existence le PC d'I engagea une vigoureuse

campagne pour une action d'ensemble du prolétariat contre les attaques bourgeoises, en appelant à un front uni des prolétaires sur ce terrain. Dans un «Appel contre la réaction fasciste» publié le 2 mars 1921, le parti nouveau-né donnait les orientations suivantes: «*Le mot d'ordre du Parti communiste est d'accepter la lutte sur le terrain que la bourgeoisie a choisi et sur lequel la crise mortelle qui la travaille l'a irrésistiblement portée. Il est de répondre à la préparation par la préparation, à l'organisation par l'organisation, à la discipline par la discipline, à la force par la force et aux armes par les armes*». Ce n'était pas des phrases creuses: il commençait à former ses propres organisations armées.

Par contre le PSI, imbu de pacifisme et respectueux par-dessus tout de légalisme, appelait les prolétaires à ne pas répondre aux «provocations» (par exemple le 22 mai 1921 l'organe central du PSI l'*Avanti!* publiait un article «*Ne pas résister*» qui, évoquant «l'Histoire du Christ», exhortait à «*tendre l'autre joue*» comme étant le seul moyen de «*résoudre le problème de la violence*») et il négociait avec les Fascistes; en compagnie des dirigeants de la CGL (le principal syndicat, dont les chefs étaient socialistes), il signa avec eux sous la supervision du Président du conseil un honteux «*pacte de pacification*» (8/8/1921) qui ne servit qu'à semer des illusions parmi les prolétaires, les bandes fascistes continuant leurs exactions (3).

En novembre 1921, sous la pression du PC d'I les bourses du travail de Rome appelèrent à une grève générale et à des manifestations contre les Fascistes qui y tenaient leur Congrès. Après de violents affrontements avec la police où les communistes furent au premier rang (et qui firent 4 morts et 115 blessés parmi les ouvriers dont 41 communistes), les Fascistes durent quitter la capitale à la sauvette. Les mêmes faits se répétèrent le 24 mai 1922 où la grève et de violentes manifestations ouvrières chassèrent les Fascistes de Rome, bien que les dirigeants syndicaux, après une intervention gouvernementale, appelèrent à la reprise du travail le 26.

Pendant le printemps et le début de l'été 1922 se multiplièrent les attaques fascistes et les luttes ouvrières, comme la grève des métallos que les dirigeants de la CGL s'efforcèrent d'arrêter pour ne pas gêner les manoeuvres parlementaires du PSI.

Finalement devant l'effervescence prolétarienne, les directions syndicales de l'«Alliance du Travail» (regroupant la CGL, le syndicat des cheminots et le syndicat libertaire USL) décidèrent de déclencher une grève générale illimitée à partir du premier août; comme cette décision devait rester secrète jusqu'au dernier moment, elles se tournèrent vers

le PC d'I seul capable de transmettre la consigne par l'intermédiaire de son réseau clandestin. La grève fut très suivie, mais dès le 3 août, face à un ultimatum fasciste, les dirigeants syndicaux appelaient à la fin du mouvement! Pour eux il ne s'était agi que d'une grève «légalitaire» destinée à peser sur les tractations gouvernementales en cours. En dépit de cet appel à la reprise du travail, la grève continua dans de nombreux centres ouvriers qui se retrouvèrent isolés face aux attaques déchaînées de la police avec les bandes fascistes comme auxiliaires, et même de la marine militaire comme à Bari où après une semaine de combat les navires de guerre tirèrent sur les quartiers ouvriers.

En dépit de ces courageux combats d'arrière-garde, la grève générale se soldait par une défaite de la classe ouvrière qui fut frappée par la répression: des licenciements par milliers, des arrestations sans compter les prolétaires tués par les forces de l'ordre et les Fascistes: le «rapport des forces» déjà défavorable avait clairement basculé en faveur du fascisme après la véritable trahison de la grève générale par les chefs syndicaux réformistes.

La «marche sur Rome» deux mois plus tard ne fut qu'une opération de propagande théâtrale organisée pour accompagner la nomination de Mussolini au poste de Président du Conseil (chef de l'Etat): après avoir battu et réduit les prolétaires à l'impuissance, la démocratie confiait pacifiquement les rênes de l'Etat aux Fascistes— avec la complicité des réformistes: les dirigeants de la CGL sabotèrent les appels du PC d'I à la grève en mettant en garde les prolétaires contre les provocations des révolutionnaires et en faisant courir le bruit que le parti s'était dissous, alors qu'il ne pouvait publier sa presse, son imprimerie étant occupée par les fascistes. Il y eut des affrontements violents avec les fascistes dans le quartier ouvrier avant qu'il ne soit quadrillé par la police.

En France en 1934 la situation était bien différente; alors qu'en Italie les Fascistes avaient été financés par les patrons, organisés et armés par l'Etat (des milliers d'officiers payés par l'Etat avaient été intégrés dans leurs rangs et l'armée leur avait fourni armes et munitions) et que la police venait à leur secours lorsqu'ils étaient confrontés à la résistance ouvrière, à Paris ce sont les militants des Ligues d'extrême droite qui tombèrent sous les balles policières.

Ce ne furent pas les manifestations de gauche qui écartèrent la menace fasciste; les cercles capitalistes les plus influents ne jugeaient pas utile de recourir aux forces extra-légales de ce type, la classe ouvrière française ne présentant pas alors de menace sur l'ordre établi comparable à celle de la classe ouvrière italienne quinze ans auparavant

illustrée par la violence des affrontements dans ce pays — violence incon nue en France.

Les manifestations de Paris allaient déboucher sur le Front Populaire, alliance électorale dont l'objectif était de canaliser le mécontentement sur un terrain parlementaire inoffensif pour l'ordre bourgeois; mais en outre le parlement élu en 1936 vota en juillet 1940 à une majorité écrasante (569 contre 80) les «pleins pouvoirs» à Pétain pour qu'il promulgue une nouvelle constitution «*garantissant les droits du travail de la famille et de la patrie*»: la majorité parlementaire antifasciste cédait ainsi sans problème le pouvoir au fascisme. Faut-il une démonstration supplémentaire qu'on ne combat pas le fascisme en s'en remettant à la démocratie bourgeoise et aux élections?

GRAMSCI ET BORDIGA

Conformément à l'historiographie stalinienne et post-stalinienne, Francecul met en avant Gramsci comme l'opposé du dogmatique Bordiga; quelques jours avant la marche sur Rome, Gramsci qui était alors le représentant à Moscou du PC d'I (il ne faisait pas partie du noyau dirigeant du parti), aurait eu un long entretien avec Lénine au cours duquel il aurait informé celui-ci des divergences dans le parti et «*pointé l'aveuglement*» de Bordiga sur la portée de la montée du fascisme.

Le problème est que cet entretien a été rendu public par Camilla Lavera, une dignitaire stalinienne, à 50 ans de distance. Gramsci n'en n'a jamais parlé dans la correspondance nourrie qu'il entretenait avec ses camarades, et Lavera elle-même ne l'avait pas évoqué dans ses mémoires sur son séjour à Moscou en 1922. En 1924 Trotsky, qui faisait partie en 1922 avec Boukharine et Zinoviev de la «commission italienne», pouvait encore dire à propos de Gramsci à des délégués italiens: «*Nous avons dû faire beaucoup de pression pour le convaincre de prendre une position de lutte contre Bordiga, et je ne sais pas si nous y avons réussi*» (4) - ce qui contredit la fable de Lavera.

La journaliste de Francecul fait grand cas d'un petit article de Gramsci écrit peu de temps après la marche sur Rome. Récemment traduit du russe par

(Suite en page 20)

Notre site Internet :
www.pcint.org
Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

Points de contact:
Aix, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

France-cul contre Bordiga et le PC d'Italie

(Suite de la page 19)

l'Institut Gramsci de Rome (lié à l'ancien PC Italien) (5), cet article était une contribution à un n° spécial de la *Pravda* pour le 5ème anniversaire de la révolution d'Octobre. Reprenant les commentaires de l'Institut, la journaliste veut voir une preuve du non-dogmatisme de Gramsci dans une phrase banale selon laquelle le parti devra suivre une tactique adaptée à la situation.

L'ANALYSE DU FASCISME

Un autre passage est plus intéressant. Gramsci écrit que dans la nouvelle période qui s'ouvre en Italie *«le pouvoir politique est apparemment en train de passer des mains de la bourgeoisie capitaliste à celles des couches sociales moyennes et supérieures du monde rural sous la direction idéologique d'une partie de la petite bourgeoisie urbaine»*. Et il continue: *«On peut facilement prévoir en Italie une période immédiate de lutte acharnée directe, car même pour la bourgeoisie, il sera difficile d'accepter la domination brutale et tyrannique des propriétaires terriens et la démagogie irresponsable d'un aventurier médiocre comme Mussolini»*. Si ce n'est pas là un aveulement complet, qu'est-ce que c'est? (6)

Selon l'Institut, le rapport «officiel» sur le Fascisme au IVe Congrès de l'Internationale tenu quelques jours plus tard par Radek, se serait inspiré de cette analyse de Gramsci.

La vérité est que ce dernier ne faisait que répéter (plus ou moins adroitement!) l'analyse qui avait cours parmi les dirigeants de l'Internationale: le Fascisme était un mouvement autonome de la petite bourgeoisie et des secteurs les plus attardés pour faire tourner à l'envers la roue de l'histoire au détriment des secteurs bourgeois les plus modernes: il était alors envisageable de s'allier avec ces secteurs contre le fascisme, selon la tactique qui deviendra connue sous le nom d'«antifascisme démocratique».

L'Institut a raison d'affirmer que la question du fascisme a été un des facteurs les plus importants des divergences de Bordiga avec Gramsci (et, ajoutons nous, avec la ligne de l'Internationale).

Au Congrès il y eût un autre rapport sur le fascisme, celui de Bordiga (7); contrairement aux idées en vogue alors à Moscou il affirmait que *«le mouvement fasciste est un grand mouvement unitaire de la classe dominante capable de mettre à son service, d'utiliser et*

d'exploiter tous les moyens, tous les intérêts partiels et locaux des groupes patronaux aussi bien agricoles qu'industriels. (...) le fascisme incarne la lutte contre-révolutionnaire de tous les éléments bourgeois unis». Il n'y a pas d'antithèse fondamentale entre le fascisme et la démocratie, celle-ci n'étant qu'une *«somme de garanties mensongères derrière lesquelles se dissimule la lutte réelle de la classe dominante contre le prolétariat»*: c'est pourquoi la démocratie peut laisser sans grande difficulté la place au fascisme lorsqu'elle a épuisé sa fonction, et c'est pourquoi elle ne peut être un appui contre celui-ci..

Les staliniens accusaient rituellement la Gauche communiste d'être responsable de la victoire du Fascisme à cause de son refus du front unique non seulement avec les socialistes, mais aussi avec les bourgeois démocrates. France-cul va plus loin dans l'abjection puisqu'elle accuse le PC d'I, en dépit de ses victimes morts et ses blessés, de n'avoir pas combattu les fascistes!

Le slogan de cette chaîne radiophonique est «l'esprit d'ouverture»: il signifie l'ouverture à toutes les formes de l'idéologie bourgeoise et particulièrement à l'idéologie démocratique, c'est-à-dire à la collaboration de classe qui est inséparable de la falsification, du mensonge et de la calomnie.

(1) <https://www.radiofrance.fr/franceculture/1922-quand-l-extreme-gauche-italienne-regardait-mussolini-prendre-le-pouvoir-1277482>

(2) Au moment de la marche sur Rome, Bordiga était en route pour la Russie et Gramsci, qui de toute façon n'était pas en position de décider quoi que ce soit, était à Moscou.

(3) Cela ne l'empêcha pas de faire au même moment une demande d'adhésion à l'Internationale—demande refusée.

(4) cf. Ch. Riechers «Gramsci et le marxisme italien», Ed Ni patrie ni frontières, p. 109. Jusqu'en 1923 Gramsci ne rompit pas ouvertement avec la majorité de gauche du parti; après l'arrestation de Bordiga et d'autres dirigeants par les fascistes, il fut bombardé par l'Internationale à la tête du parti pour le ramener dans le «droit chemin».

(5) cf https://www.contretemps.eu/fascisme-mussolini-marche-rome-article-inedit-gramsci/#_ftn8

(6) En 1924 le clairvoyant Gramsci, alors à la tête du parti, annonçait dans son «rapport au Comité central» la mort du Fascisme...

(7) voir «Communisme et Fascisme», Textes du PCint n° 1

Panne de notre site internet www.pcint.org

Pendant plusieurs jours au mois de juillet notre site internet a été inaccessible, comme cela avait déjà été le cas l'année dernière. Une défaillance technique du «datacenter» («centre de données») utilisé par notre hébergeur a mis hors service tous les sites de celui-ci, y compris évidemment le nôtre.

Malgré cette fâcheuse panne notre activité publique n'a pas cessé : nos prises de position ont continué à être diffusées par le biais de tracts, de même que par nos interventions directes là où nos militants peuvent agir ; nos journaux imprimés ont continué à sortir et à être distribués aux abonnés, lors de manifestations et dans les librairies et les kiosques qui acceptent de les afficher.

Nous avons toujours accordé à la communication via Internet le poids qui lui revient, sans jamais négliger le contact physique, la communication traditionnelle et la propagande.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428 , 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Troisième liste 2022

Gérard: 166,50 / Joël: 100,00 / Paris: 300,00 / Reims: 29,00

Total liste: 595,50

Total général : 4684,50

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Abonnement au «prolétaire»: 7,5 € / 15 FS / £ 10. **Abonnement de soutien**: 15 € / 30 FS / £ 15.

«programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 8 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 4 . **Abonnement**: le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien**: 32 € / 64 FS / £ 24 / Amérique latine: US \$ 12 / USA et Cdn: US \$ 32.

«il comunista», le numéro: 2 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement**: 10 € / 25 FS / £ 6. **Abonnement de soutien**: 20 € / 50 FS / £ 12.

«el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6.

Versements: timbres-poste ou chèque à l'ordre de: Dessus / Les prix sont indiqués pour la vente au numéro. Pour les envois postaux, veuillez nous contacter. **Imprimé par nos soins.**